DUIVIE EFE

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 332 — SEMAINE DU 7 AU 13 JANVIER 1975

PRIX: 2 F



GISCARD: dame patronnesse parfois...

HOMME
DES
PATRONS,

TOUJOURS!





Pétro-dollars, impérialisme et pays sous-développés

NE nouvelle menace pèserait sur l'économie des pays capitalistes d'Occident : celle des pétro-dollars. Ces fameux dollars que les pays producteurs de pétrole touchent en quantité accrue depuis la hausse du prix du pétrole.

Le thème revient dans tous les commentaires, tantôt sous forme de révélations sensationnelles, tantôt avec des arguments qui se veulent sérieux. Pour les uns, les milliards de pétro-dollars déversés dans la circulation monétaire sont parmi les principaux responsables de l'inflation mondiale. Pour les autres, les émirs arabes ou le shah d'Iran, forts des mêmes milliards, sont en train de racheter pan par pan l'économie occidentale. L'émir du Koweit n'a-t-il pas racheté 14 º/o des actions de Mercedes-Benz la grande entreprise d'automobiles allemande? L'Iran n'a-t-il pas pris une participation de 25 % dans le capital de Krupp, une des principales firmes sidérurgiques allemandes, ou encore une part dans le financement d'Eurodif, société qui produira de l'uranium enrichi? Et les bruits les plus divers de circuler sur les sociétés en passe d'être rachetées par les capitaux originaires des pays arabes ou d'Iran : Fiat, Panam... jusqu'aux raviolis Buitoni. Et de s'extasier sur le miracle du pétrole qui, d'un seul coup, aurait renversé le rapport des forces économiques mondiales, aurait hissé des pays misérables il y a peu de temps au niveau de puissances économiques capables d'imposer leur volonté aux vieux pays impérialistes.

Derrière cette imagerie stupide et propagée dans bien des cas pour des raisons intéressées, il y a la réalité de pays qui, malgré le pactole du pétrole, restent sousdéveloppés ; l'usage qu'ils font de leurs revenus pétroliers n'est pas le signe de leur capacité à prendre sous leur contrôle l'économie des pays impérialistes, mais plutôt le signe qu'ils sont dans l'incapacité de développer la leur. Ces milliards de pétro-dollars en quête de placement dans les pays occidentaux n'indiquent pas le début d'une puissance dominatrice des pays producteurs de pétrole sur les pays impérialistes, mais bien leur profonde dépendance à leur égard.

Les dollars des pays producteurs reviennent dans les circuits occidentaux parce qu'ils ne trouvent pas à s'investir dans le pays même. Et ils ne trouvent pas à s'y investir car, pour que de tels investissements soient intéressants dans ce monde capitaliste, il faut qu'il y ait des marchés suffisamment vastes, où puissent se vendre les produits fabriqués par les industries créées par ces investissements. Mais justement, dans les pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole, ces marchés sont très étroits, voire quasi-inexistants.

Pour certains de ces pays, cela est dû à des raisons démographiques sans doute. Mais pour tous, et même pour ceux qui comptent un grand nombre d'habitants, cela est dû à des raisons économiques et sociales profondes, découlant justement de leur sous-développement.

L'existence de marchés vastes est liée au degré élevé atteint par la division du travail. Du point de vue du développement d'une économie nationale sur une base capitaliste, comment, par exemple, une puissante usine sidérurgique pourrait-elle être rentable, s'il n'existe pas dans le pays un nombre suffisant d'usines de



Chirac et le Shah... et pour quelques dollars de plus... (Ph. UPI)

transformation métallurgique; ce qui, à son tour, demande l'existence d'une industrie légère assez puissante pour constituer une clientèle suffisamment vaste pour des fabricants de machines; ce qui, à son tour, exige bien des choses, et notamment l'existence d'un marché de consommation vaste, donc une population d'un cartain niveau de vie, qui achète les articles de consommation dont elle a besoin sur le marché, au lieu de les produi-

re elle-même, comme c'est le cas dans les pays où la majorité de la population vit en autarcie, dans les campagnes.

La division du travail extrêmement poussée des pays développés d'Occident, cette chaîne d'entreprises aux activités spécialisées dépendant les unes des autres et constituant donc un vaste marché, comme d'ailleurs la formation d'un vaste marché de consommation, sont les fruits d'une longue évolution historique, évolution dont, justement, les pays sous-développés producteurs de pétrole ont été écartés. Et ont été écartés, pour l'essentiel, par l'emprise impérialiste.

L'absence de division du travail poussée à l'intérieur du pays, la pauvreté extrême de la majorité d'une population vivant pour une large part en autarcie résultent du sous-développement — et en même temps empêchent le développement. C'est une espèce de cercle vicieux, que la possession de dollars ne rompt pas en elle-même.

O certes, une partie des dollars touchés par les Etats producteurs est tout de même dépensée à l'intérieur. En dépenses étatiques utiles (construction de routes, installations portuaires, infrastruc-

ures diverses), ou nuisibles (armement), ils sont encore dépensés en achats de prestige ou en produits de luxe à destination des castes réactionnaires qui dirigent ces pays. Seulement, ces possibilités de dépenses sont limitées.

Il n'est même pas possible pour les Etats producteurs de constituer des réserves chez eux, en prévision de l'époque, pas si lointaine pour certains d'entre eux, où, le pétrole s'épuisant, les vaches maigres succéderont aux vaches grasses. Car en contrepartie du produit pétrolier bien réel qu'ils fournissent, ces pays touchent de la monnaie de singe, ces fameux dollars-papier qui ont perdu cette année près de 20 % de leur valeur. A ce rythme, que resterait-il dans dix ans des dollars touchés?

Alors, en quête d'un taux d'intérêt susceptible de compenser au moins en partie la dépréciation du dollar, les sommes touchées par les Etats producteurs finissent par revenir irriguer les circuits monétaires des pays impérialistes. Une grande partie de ces sommes est déposée dans les banques occidentales, dont elles augmentent les fonds spéculatifs et inflationnistes. Très exactement comme les sommes, plus gigantesques encore, utilisées de la même manière par les sociétés multinationales et en particulier par les compagnies pétrolières elles-mêmes.

Une autre partie est prêtée sous des formes diverses aux Etats occidentaux, qui récupèrent ainsi les sommes qu'ils ont dû dépenser pour acheter leur pétrole. Une petite fraction s'investit enfin dans l'industrie privée. Investissements qui, loin de menacer la mainmise du capitalisme occidental sur sa propre économie, l'arrangent à deux titres : d'abord parce qu'ils répondent à ses besoins de capitaux, et ensuite parce que cet argent investi est retiré du circuit spéculatif.

Quant aux pays producteurs de pétrole, c'est une façon de mettre leur argent à l'abri de la dépréciation des monnaies occidentales et, éventuellement, comme dans le cas du rachat par l'Iran d'une participation dans l'Eurodif, c'est une façon de s'assurer qu'en contrepartie du pétrole livré aujourd'hui, ils pourront recevoir des produits industriels occidentaux.

En fait, derrière les légendes sur le pétro-dollar, la réalité est simple et, sur le fond, guère changée par rapport au passé. Les pays producteurs livrent un produit bien réel, fournissent une richesse bien palpable. En contrepartie, ils touchent du papier dont la valeur fond de mois en mois, leur permettant d'acheter de moins en moins de produits industriels occidentaux. Et comme si ce vol manifeste ne suffisait pas, l'argent est drainé vers l'économie des pays impérialistes.

Et que reste-t-il pour les pays producteurs? Du luxe supplémentaire pour les classes dirigeantes, certes. Pour certains, des investissements que, sans le pétrole, ils n'auraient évidemment pas pu réaliser. Pour d'autres, une économie bouleversée, sans être pour autant développée. Pour tous, l'incapacité de sortir du sous-développement et d'une dépendance toujours aussi étroite, même si elle est plus dorée, par rapport à l'impérialisme.

Georges KALDY.

L'état d'urgence au Bangladesh

'ETAT d'urgence a été proclamé au Bangladesh après l'assassinat d'un parlementaire de la ligue Awami, le parti gouvernemental. Depuis l'indépendance, environ 3.000 personnes ont été assassinées par divers « mécréants » ou dans des règlements de compte politiques. Pour prendre cette mesure le gouvernement a donné comme raison « les menaces que font peser les désordres internes sur la sécurité et l'activité économique du pays ».

Parler de sécurité et d'activité économique au Bangladesh, c'est de l'humour noir. D'après les chiffres officiels, certainement sous-estimés, 27.000 personnes sont en effet mortes de faim récemment. Des millions de paysans doivent vendre tout ce qu'ils possèdent encore, leur dernier lopin de terre ou un peu de mobilier pour tenter de ne pas mourir de faim. Les catastrophes naturelles succèdent aux guerres sans que le gouvernement puisse y porter aucun remède. Alors, ce n'est évidemment pas en faisant prendre position dans les principales villes à des unités militaires ni en interdisant les activités politiques que le gouvernement de Mujibur Rahman pourra remédier à une situation catastrophique.

En fait, telle n'est certainement pas son intention. Son but n'est que de protéger la couche privilégiée d'un régime particulièrement corrompu et qui vit bien au milieu de l'effroyable misère générale. Le peuple du Bengale a montré qu'il était capable de violentes révoltes. Avant l'indépendance, un vaste mouvement populaire avant contraint à la démission le gouvernement pakistanais d'Ayub Khan. Maintenant que ce peuple a pu s'apercevoir que le simple départ des Pakistanais ne réglait aucun problème, c'est le gouvernement, bien national, de Mujibur Rahman qui commence à prendre peur. Mais il n'est pas dit que la frêle digue de l'état d'urgence sera suffisan-

Jean HAINAUT.

Vietnam:



La "guerre oubliée"

U Vietnam, le jour de Noël, deux chefs-lieux de districts sont tombés aux mains du FNL: Tanh-Linh, à 110 km à l'est de Saigon et Don Luan, à 90 km au nord. Deux ans après le « cessez-le-feu », la guerre ne fait que s'intensifier. Elle n'a d'ailleurs jamais cessé. Les combats, qu'on appelle aujourd'hui « violations du cessez-le-feu », ont fait, en moyenne, depuis les accords de Paris, plus de cent morts par jour! Vraiment, la paix est encore bien loin.

En fait, des Accords de Paris, une seule clause a été respectée : l'armée américaine s'est retirée et de son côté le FNL n'a pas tenté d'offensive généralisée. Mais les USA continuent à armer les 800.000 hommes de Thieu. Le gouvernement de « réconciliation nationale » n'a pas été mis en place et les USA semblent juger encore plus sûre l'actuelle situation de guerre civile officieuse.

Thieu reste donc au pouvoir à Saigon, malgré le FNL qui contrôle l'essentiel des campagnes, malgré la misère qui s'est accrue dans les villes, malgré l'opposition à son régime de corruption généralisée et de terreur policière qui laisse pourrir en détention, dans des conditions ignobles, 200.000 prisonniers politiques.

Les Accords de Paris ont finalement été surtout un accord entre grandes puissances qui n'ont pas voulu faire du Vietnam une pomme de discorde entre eux risquant de dégénérer en affrontement international. Que 18 millions de Sud-Vietnamiens continuent à vivre dans des souffrances inouïes est le cadet de leurs soucis

Jean HAINAUT.

Giscard: dame patronnesse, parfois...

homme des patrons, toujours!



Giscard invitant les éboueurs à son petit déjeuner.

L y a deux sortes de bourgeois : ceux qui jouissent sans complexe de leurs privilèges et de leurs richesses, en se moquant pas mal de ce que les travailleurs peuvent bien en penser, et ceux qui, au contraire, se sentent obligés de faire de temps en temps un geste dit charitable (qui ne change évidemment rien au fond du problème). Giscard d'Estaing appartient apparemment à cette deuxième catégorie. Il tient absolument à se faire passer pour un président « simple » et « proche du peuple », et, de petit déjeuner avec les éboueurs de l'Elysée en déjeuner avec les pensionnaires de l'hospice d'Ivry, à montrer qu'il s'intéresse au sort des couches les plus défavorisées de la population.

Mais l'affectation de ce grand bourgeois à essayer de montrer qu'il compatit au sort des petites gens est d'autant plus dérisoire que chacun de ses gestes ne fait que montrer, au contraire, qu'il n'est que le président des riches. Il est le président, il a, nous dit-on, plus de pouvoir qu'aucun autre homme n'en disposerait dans cette république. Et tout ce qu'il pourrait faire pour les vieux sans ressources, qui croupissent dans des « pourrissoirs » comme ceux d'Ivry, ce serait d'aller partager un jour leur repas, en leur promettant pour dans quelques mois un minimum de ressources ridicule de 20 F par jour? Et tout ce qu'il pourrait faire quand une catastrophe comme celle de Liévin montre quelle insécurité permanente règne dans les mines, ce serait d'envoyer un chèque, sur ses fonds personnels, aux familles des victimes?

Eh oui, car Giscard est à la tête de l'Etat des patrons et des banquiers pour défendre les intérêts de ceux-ci. Et pour remplir cette tâche, mais cette tâche seulement, il dispose de pouvoirs étendus. Mais le voudrait-il vraiment, il serait dans l'incapacité d'utiliser ces pouvoirs à améliorer le sort de la population laborieuse au détriment des possédants. Pourtant, améliorer le sort des vieillards les plus défavorisés, améliorer les conditions de travail dans les mines, cela ne coûterait pas si cher que cela, cela ne remettrait pas en cause les biens et les privilèges des possédants, mais cela irait à l'en-contre de la loi du profit. Et c'est cette loi-là que Giscard est chargé de faire respecter. Alors il ne peut pas éviter que des milliers de vieux travailleurs

soient réduits à la soupe populaire. Il ne peut qu'aller y goûter de temps en temps.

Et ce n'est pas parce que Giscard est un homme de droite. Car si cela avait été un homme de gauche qui avait été élu président de la République en mai dernier, si cela avait été Mitterrand, qu'est-ce que cela aurait changé?

Giscard, parce qu'il est un homme de droite, a pu peut-être au contraire se permettre des choses qu'un président se disant de gauche, et ayant donc besoin de montrer aux possédants qu'il n'était pas lié par son électorat populaire, n'aurait peut-être pas osé faire. Le Parti Socialiste a eu, il y a vingtcinq ans, un président de la République en la personne de Vincent Auriol : il n'avait pas abandonné l'habit pour le complet veston, et trônait au contraire dans toutes les mairies, le ventre et la jaquette barrés par le grand cordon de la Légion d'honneur. Le Parti Socialiste a participé sous la Quatrième République à d'innombrables gouvernements : il n'a jamais rien fait pour abroger la loi de 1920 qui interdisait l'avortement et la contraception.

Si Mitterrand avait été élu président, les vieillards auraient-ils vu leur sort s'améliorer? Les mineurs auraient-ils vu les Houillères développer toute une politique de sécurité ? Non, la seule différence en ce qui concerne la catastrophe de Liévin aurait alors été que la CGT aurait évité de se porter partie civile... pour ne pas gêner l'action du gouvernement de gauche.

C'est que l'homme qui siège à l'Elysée, quel qu'il soit, a pour rôle, d'une part de présider à la bonne marche des affaires de la bourgeoisie, et d'autre part de nous faire croire qu'il nous représente tous, qu'il est le « président de tous les Français ». Alors, que pour remplir ce dernier rôle, il se drape dans sa dignité et son grand cordon de la Légion d'honneur ou qu'il joue de l'accordéon en pull-over à col roulé, qu'il préfère le style compassé ou le style « peuple », l'homme qui est à ce poste est en représentation et n'a que le pouvoir de contribuer à l'oppression. Et cela durera tant que les travailleurs n'auront pas pris en main, eux-mêmes, non seule-ment le pouvoir politique, mais aussi le pouvoir économique, sans lequel aucune réforme profonde de la société ne peut être envisagée.

Arlette LAGUILLER.

sommaire

DANS LE MONDE

Page 16

- La classe ouvrière égyptienne en révolte.
- Le régime de Sadate : un nassérisme usé jusqu'à la corde.

EN FRANCE

Politique intérieure

Page 4

- La réforme de la loi électorale pour les municipales.
- Gâchis et barbarie, le visage du capitalis-
- La révolte à la prison de Melun.

- « L'aisance » des vieux à 558 F par mois.
- Augmentation du coût de la vie : un indice.

- Pour ne pas payer la crise, les travailleurs doivent prendre en main le contrôle de l'économie.

Dans les entreprises

Page 5

- Dans l'imprimerie :
- 147 licenciements chez Lang.
- Un contrat contesté à la Néogravure.
- Chez Titan-Coder à Villefranche-sur-Saône : le bon filon pour les capitalistes.

Pages 6 et 7

- Cette mine qui tue.
- L'enterrement des mineurs de Liévin.

- Echos des entreprises.

- Page 11
 - A I'UAP :
- Une nouvelle caserne. Duplicité syndicale.
- L'horaire mobile au profit de la direction aux Assurances «Le Monde».
- A Bourges, un grand malade : l'hôpital.
- La situation du CES de Jussey (Haute-Saô-

DIVERS

- Livres : Tout est possible, de Jean Rabaut.
- Hosto-Blues, de Victoria Thézame.

Pages 13 et 14

- Feuilleton : Le dernier civil, de Ernst Glaëser.

Page 15

- Cinéma : Chinatown.
- Dis-moi que tu m'aimes.
- Le retour du grand blond.
- Sélection télévision de la semaine.

BREJNEV MALADE POUR RAISON D'ÉTAT OU RAISON DE SANTÉ?

Est-il vraiment malade? Sa maia die est-elle physiologique, ou bien est-elle « politique » ?

En fait, c'est si elle est politique qu'elle est le moins grave, pour Brejnev, bien sûr, mais surtout pour l'appareil d'Etat de la bureaucratie soviétique. En effet, si les troubles cardiaques ou la grande fatigue actuelle de Brejnev ne sont qu'un prétexte à la mise à l'écart du numéro un de la bureaucratie russe, c'est que cette mise à l'écart est pratiquement chose faite. C'est que, pour des raisons inconnues bien sûr du grand public, les instances supérieures de l'appareil d'Etat russe ont décidé de remplacer Brejnev par un autre, et sont sur le point d'y parvenir. C'est qu'après des luttes plus ou moins âpres. la succession serait déjà réglée, les raisons d'Etat dissimulées sous des « raisons de santé », le limogeage masqué derrière la « maladie ».

Maintenant, il est fort possible aussi que Brejnev soit réellement malade, et que sa maladie comporte des risques d'issue fatale. Et dans cette seconde hypothèse, l'affaire serait bien plus délicate pour la bureaucratie soviétique. Improviser des risques, pour les classes ou castes dominantes dont ils sont les représentants. En France, la bourgeoisie a eu quelques problèmes avec la succession de Pompidou

U'ADVIENT-IL de Léonide Brejnev ? successeurs aux grands de ce monde et le sprint final sordide auquel elle a lité congénitale de la caste parasitaire

En URSS, une maladie soudaine du numéro un du régime risque de poser des problèmes de succession plus difficiles à résoudre encore. Et, du fait de l'instabi-

une crise politique aux conséquences imprévisibles.

Michelle VERDIER.

LIBERTÉ POUR LA GUYANE

EPUIS le 23 décembre 1974, huit militants anticolonialistes guyanais appartenant respectivement au PSG (Parti Socialiste Guyanais), au MOGUYDE (Mouvement Guyanais de décolonisation) et à l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) — sont déportés de Cayenne au bagne français de la Santé.

ils sont inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

En vérité, cette sauvage répression organisée par le gouvernement colonialiste français - comme au temps de la guerre d'Algérie, les habitants sont fouillés dès la tombée de la nuit, les groupes de plus de cinq personnes sont interdits, les

sièges des organisations syndicales et politiques sont saccagés, où plus de 1.000 CRS, gendarmes, sans compter les 800 légionnaires, quadrillent Cayenne, ville de 30.000 habitants - est un véritable complot monté contre les organisations anticolonialistes guyanaises qui luttent pour l'autodétermination et l'indépendance nationale de la Guyane.

En déportant les huit militants guyanais, on veut mettre un frein à toute idée d'émancipation du peuple guyanais. Mais c'est une erreur de plus du colonialisme

En réalité devant la cour de Sûreté de l'Etat, transformée en tribune, les orga-

nisations et les militants anticolonialistes sauront:

- faire le procès du colonialisme,
- mettre en accusation le gouvernement colonialiste français,
- se déclarer entièrement solidaires des camarades emprisonnés et mettront tout en œuvre pour faire de ce procès celui du colonialisme et réaffirmer le droit à l'indépendance pour toutes les colonies françaises.

UEG, AGEM, GRS, Combat Ouvrier, Karata, PLR, PSU, UOF-ML, CIP, Révolution!, Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire.

La réforme de la loi électorale pour les municipales : Poniatowski à la recherche d'une recette



(Ph. U.P.I.)

E gouvernement envisage de réviser la loi électorale concernant les élections municipales dans les villes de plus de 30.000 habitants.

Dans le système qui est actuellement en vigueur depuis 1964 si, par exemple, trois listes obtiennent au second tour respectivement 40 %, 35 % et 25 % des suffrages, la première emporte tous les sièges. C'est-à-dire que 60 % des électeurs n'ont aucun élu. C'est évidemment loin d'être très démocratique, et l'exemple que nous avons pris est loin d'être le pire.

Pour l'instant, on ne connaît pas grandchose des projets gouvernementaux. Mais on peut d'ores et déjà être certain que ce qui présidera à l'élaboration du projet, ce ne sera pas le souci de mettre en place un système de représentation démocratique. Giscard, qui a fait récemment des confidences à ce sujet, a déclaré - tout en affirmant que l'on pouvait envisager plusieurs solutions — que, par exemple, au deuxième tour, on ne garderait que deux listes (celles qui sont venues en tête au premier tour) et on répartirait ensuite les sièges entre ces deux listes, proportionnellement aux voix qu'elles auraient obtenues au second tour.

Ce système serait évidemment un peu plus démocratique que celui qui existe actuellement ou plus exactement un peu moins antidémocratique. Car il imposerait qu'il n'y ait que deux listes en présence. Le système évidemment le plus démocratique serait de répartir les sièges proportionnellement aux voix recueillies par chaque liste au premier tour. Mais cette réforme permettrait cependant d'introduire dans des municipalités jusqu'alors homogènes des représentants de la gauche, là où la droite est majoritaire, et inversement, de la droite, quand c'est la gauche qui est majoritaire. A première vue, une telle proposition semble donner une représentation un peu plus conforme de l'électorat, puisqu'elle permet l'élection de membres de listes adverses. Mais ce qui préside à de telles propositions, ce n'est pourtant pas un souci démocratique. C'est plutôt le désir de pouvoir procéder à des combinaisons politiciennes. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, chargé de l'étude de la réforme, ne cache pas son intention de briser l'Union de la gauche. Le système proposé par Giscard n'aurait certes pas pour résultat de briser cette union, au niveau de la constitution des listes quoique la proportionnelle au second tour

imposerait sans doute de laborieux marchandages aux alliés, sans compter qu'il n'est pas exclu que l'on introduise la possibilité d'émettre un vote préférentiel qui permettrait de modifier l'ordre de cette liste. Mais il permettrait à des socialistes élus sur une liste commune de faire alliance avec les élus de droite minoritaires pour former une nouvelle majorité municipale, ce que ne permet pas le système actuel. Ainsi, les socialistes, par exemple, pourraient respecter leurs engagements unitaires en se présentant, tout en ayant la possibilité de les renier une fois élus.

On ne sait rien du projet qui sera en fin de compte adopté, mais on peut faire confiance à Poniatowski pour choisir celui qui favorisera le mieux ses desseins.

Il a déclaré qu'il allait procéder à de nombreuses consultations. Parions que ce qui sera déterminant dans ces « consultations », ce sera les résultats que fournira l'ordinateur du ministère de l'Intérieur donnant la combinaison la plus favorable à la majorité actuelle. Nous pouvons lui faire confiance, la réforme sera, à cet égard, bien calculée.

J.-P. V.

Gâchis, barbarie, le vrai visage de la société capitaliste

N apprend que, pour 1974, la CEE a dépensé 225 millions de francs pour « retirer » du marché les fruits et légumes qui risquaient de faire baisser les cours.

Ces 225 millions consacrés uniquement à la destruction sont loin de représenter ce qu'il en a coûté aux paysans de la CEE pour la production de ces fruits et légumes.

Mais si l'on compare ces chiffres au revenu de la population dans un de ces nombreux pays atteints par la sécheresse, dont la population risque de mourir de faim parce qu'elle n'assure plus ses 300 F de revenu annuel moyen par tête d'habitant, on peut voir qu'il y aurait de quoi permettre de survivre à près d'un million d'hommes. Cela rien qu'avec le prix du « retrait » des fruits et légumes.

Et ne parlons pas de tous ceux que l'on pourrait nourrir avec ces produits, avec les céréales que l'on détruit ou dé-

nature — quand on ne paye pas pour ne pas les faire pousser; ni avec les stocks de viande, de beurre ou d'autres produits alimentaires, voués eux aussi à la des-

Les famines à notre époque d'abondance n'ont pas disparu, elles sont parfois pires que celles du Moyen Age. Parce que les classes dominantes des pays riches, qui ont su en même temps exploiter leurs prolétaires, piller les richesses naturelles des pays sous-développés, ont démoli leurs structures et les ont rendus plus pauvres, plus incapables de survivre indépendamment que par le passé. Aujourd'hui ces bourgeoisies riches étouffent dans l'opulence sans être capables de redistribuer la moindre part pour permettre à des hommes de survivre.

Et c'est cette société, ce système, ces principes que l'on voudrait nous présenter comme la civilisation éternelle?

PRES la hausse de l'essence, nous

risquons de subir rapidement des

augmentations des montants des

Jean LAMARCK.



A Vierzon:
AGRESSION
RACISTE
CAUTIONNÉE
PAR LA POLICE

E 29 novembre, les éboueurs vendent leur calendrier en porte à porte rue de Valmy. Un individu accueille l'un d'entre eux, algérien, en lui disant : « attends que j'aille chercher mon fusil, je vais te montrer comment je reçois les gens comme toi ».

Affolé, ce travailleur va trouver son camarade, algérien lui aussi. Croyant à un malentendu, ce dernier se présente à son tour. Il est accueilli à coups de cravache.

Des témoins préviennent la police une première fois. Celle-ci refuse de se déranger, sous prétexte que ce n'est pas assez grave.

Le travailleur algérien est conduit à l'hôpital où il reçoit des soins. Il en sort

péages autoroutiers. En décembre, le gouvernement laissait aux sociétés d'autoroutes, privées et semi-privées, la liberté de décider elles-mêmes ces augmentations. Sous prétexte de développer un moyen moderne de transport, on impose aux usagers un système qui date, lui, du Moyen Age. Alors que c'est un devoir élémentaire pour un Etat que de créer et entretenir un réseau public, donc gratuit, de voies de communication, l'automobiliste en est réduit, s'il veut emprunter une autoroute, à se transformer en itinérant médiéval, monneyant son droit de passage.

Verra-t-on bientôt la remise en place des barrières d'octroi aux limites des communes ?

Jean MASSARDIER.

avec un certificat médical et se rend au commissariat pour porter plainte. Pour la deuxième fois, la police fait comprendre, par des haussements d'épaules, qu'elle se désintéresse de l'affaire.

Trois semaines plus tard, l'AVATI (association vierzonnaise d'aide aux travailleurs immigrés) a connaissance de l'agression et celle-ci est rendue publique.

La police déclare alors qu'il n'y a pas de plainte déposée et l'association décide d'attaquer elle-même le raciste devant les tribunaux.

Correspondant L.O.

Révolte à la maison d'arrêt de Melun

LORS que Giscard et ses ministres nous bassinent à longueur de soirée sur les réformes que soi-disant ils font ou préparent, la courte révoite qui a éclaté à la maison d'arrêt de Melun est venue rappeler à tous ces beaux phraseurs que les conditions de vie des détenus étaient toujours aussi scandaleuses.

Mauvaise qualité de la nourriture, conditions d'hygiène déplorables, voilà de quoi se plaignent les détenus de Melun avec en plus le fait qu'on ne leur donne plus de travail à faire, ce qui, outre le caractère démoralisateur de l'absence de toute activité, leur supprime le maigre pécule qu'ils espéraient toucher à leur sortie de prison.

Face à ces modestes revendications, l'administration pénitencière a fait la sourde oreille, comme toujours, ne laissant d'autres choix aux détenus que la résignation ou la révolte. Et quand ils ont choisi de se révolter, la réponse a été la répression par les forces de l'ordre, comme toujours.

La maison d'arrêt de Melun, distincte de la maison centrale, n'incarcère que des prévenus ou des condamnés à de courtes peines, c'est-à-dire soit des présumés innocents, soit des gens distinés à retourner très vite en liberté. Cela n'empêche pas la société capitaliste, par l'intermédiaire de son univers carcéral hideux, de vouloir les marquer à vie, de les humilier pour leur montrer qu'on ne brave pas impunément sa loi.

Et les belles paroles de Giscard sur la réforme du système pénitencière ne resteront que des belles paroles car le système a besoin de ses prisons pour survivre, comme il a besoin de ses flics et de son armée.

Andre LEMART

Dans l'imprimerie :

Lang, un cadeau de fin d'année : 147 licenciements



(Ph. L.O.)

PRES la Néogravure, c'est au tour de Lang d'annoncer des licenciements : cent quarante-sept travailleurs de l'Offset vont être licenciés à la fin du mois en raison de la « concurrence anarchique qui sévit dans ce secteur » comme l'explique sans vergogne Georges Lang dans son dernier compte rendu du CE.

Celui-ci se déclare accablé par les « coups du sort » qui l'amènent à « envisager une opération chirurgicale aussi douloureuse et pénible pour... le personnel qui en sera victime ».

Nous abreuvant de chiffres, il déplore aujourd'hui un lourd déficit; mais il y a à peine quelques semaines, Le Figaro annonçait aux actionnaires de Lang un bénéfice de plusieurs milliards pour les six premiers mois de 1974 et lui-même ne cachait pas l'an dernier que les affaires ne se portaient pas trop mal. Bref, il faut croire que ces « coups du sort » n'accablent pas tout le monde de la même manière!

Pour le moment, aucune riposte n'est envisagée. Lang a profité de la période des fêtes de fin d'année pour nous asséner ce coup, mais il est temps que nous fassions sortir les directions syndicales du mutisme inquiétant dans lequel elles se sont enfermées.

Correspondant LO.

Néogravure

Un contrat contesté

OICI les résultats qui ressortent de la consultation que la CGT du Livre a organisée la semaine dernière dans les deux établissements d'Issy-les-Moulineaux et de Corbeil pour faire approuver le constat intervenu entre elle et les représentants patronaux, constat qui, rappelons-le, prévoit environ cent soixante licenciements et des déclassements.

A Issy-les-Moulineaux, où la CFDT appelait à voter contre ce constat, sur 747 inscrits, ont voté pour : 399; ont voté contre : 59; ont voté nul : 10; se sont abstenus : 279.

Ceux qui ont voté pour le constat ne représentent donc que 53 % du personnel.

A Corbell, où la CFDT ne donnait aucune consigne de vote, sur un effectif d'environ 1.700 personnes, ont voté pour : 913; ont voté contre : 235; ont voté nul : 16.

Là aussi les votes pour représentent un peu plus de 50 % du personnel.

Nous voità loin des résultats triomphants (entre 85 et 95 % pour la reprise du travail après trois semaines de grève) lorsque la CGT affirmait qu'il n'y aurait pas de licenciements.

Il n'y a que les dirigeants de la CGTpour proclamer encore que c'est un succès. Cent soixante licenciements (peutêtre même plus puisque quatre-vingts employés ont déjà reçu leur lettre de licenciement). Il est tout de même difficile de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, même en vantant la camelote.

Correspondant L.O.

Le bon filon pour les capitalistes

HEZ Titan-Coder à Villefranche, après les diminutions d'horaires et des bruits de licenciement, les ouvriers qui s'étaient mis en grève pendant plusieurs semaines se sont finalement trouvés licenciés le 5 octobre — comme ceux des trois autres usines de Maubeuge, Marseille et Blanc-Mesnil.

Une nouvelle direction (Phelipeau et Bobet) vient de se proposer pour racheter les usines de Villefranche et Blanc-Mesnil. Mais le protocole d'accord pour le redémarrage que la direction vient

d'obtenir des syndicats est plutôt inquiétant : si les salaires s'en trouvent sensiblement augmentés, par contre, les ouvriers de plus de 57 ans ne seront pas obligatoirement repris et surtout, la direction ne veut pas s'engager par rapport à d'éventuels licenciements à venir. Elle refuserait alors de tenir compte de l'ancienneté acquise chez l'ex-entreprise Titan-Coder.

En revanche, elle n'a pas négligé de demander une avance de 400 millions (anciens) à l'Etat.

Bien que tout ne soit pas réglé, les ouvriers qui ont occupé leur usine pendant trois mois et demi sont quand même plus rassurés de voir le travail recom-

Quant à la nouvelle direction, elle aura toujours fait une bonne affaire en empochant l'aide de l'Etat et en s'assurant de n'avoir rien à débourser en cas de nouvelle faillite!

Correspondant L.O.



La mauvaise foi du gouvernement apparaît chaque fois qu'on va faire les commissions.

OMME tous les ans à pareille époque, le gouvernement vient de relever le plafond servant de base de calcul aux cotisations à la Sécurité sociale : 18,52 % ! Et encore, on nous dit que si la réglementation avait été strictement appliquée, c'est de 21,5 ou 22 % qu'il aurait failu augmenter ce plafond.

Calculée à partir de l'augmentation du salaire horaire des ouvriers, qui ne fait que suivre l'évolution des prix, cette augmentation du plafond de la Sécurité sociale constitue un aveu gouvernemental : l'aveu de l'augmentation réelle du coût de la vie, augmentation que l'indice des 295 articles minimise toujours.



"L'aisance" des vieux travailleurs: 558 francs par mois

Ul oserait prétendre que Giscard ne s'occupe pas des personnes âgées ?

Plusieurs mesures annoncées en 1974 sont entrées en vigueur le 1er janvier de cette nouvelle année. Ainsi, trois millions de personnes âgées vont bénéficier d'une revalorisation de leur pension de 6,3 %. Comme une seconde revalorisation interviendra au milieu de l'année, cela donnera une progression de 18 %. Mais ce que les pourcentages ne disent pas, c'est que depuis des années les diverses allocations vieillesse - sauf bon an mal an, les retraites de la Sécurité sociale et des cadres - ont pris un incroyable retard par rapport au coût de la vie et particulièrement par rapport au prix des produits alimentaires, des loyers ou des médicaments.

Au bout du compte, le minimum vieillesse va atteindre en janvier 1975 le vertigineux chiffre de 18,30 F (Fonds National de Solidarité compris) par jour et par personne soit 558 F par mois. De quoi faire des folies en somme!

Pour que la preuve soit bien faite que le sort des personnes âgées n'est pas si catastrophique qu'on veut bien le dire, Giscard n'a pas hésité à partager le déjeuner des pensionnaires de l'hospice d'Ivry, le 1er janvier.

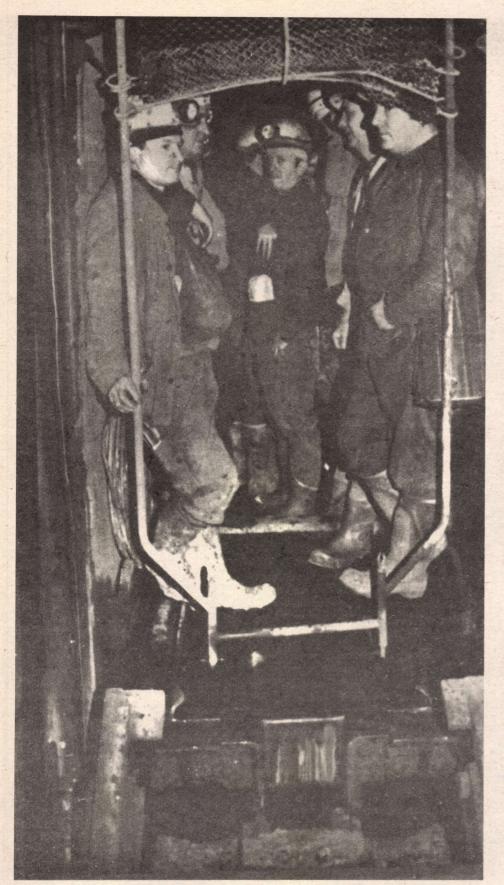


A défaut d'un budget décent pour les vieux et des crédits supplémentaires pour ce genre d'établissements qui sont vétustes, sans confort, décrits par la presse comme des « mouroirs » où s'entassent plus de 2.000 personnes souvent invalides et très âgées (moyenne d'âge 87 ans), Giscard, le « président au cœur simple », a voulu donner un peu de « fraternité » à trente-quatre personnes, présentant bien, triées sur le volet, et extraites, pour la circonstance du réfectoire commun et regroupées par petites tables.

Giscard, dame patronnesse, peutêtre?

Seulement, les 18,30 F et la misère quotidienne de ceux qui sont trop vieux pour vivre décemment, cela est une réalité qui montre bien ce qu'est notre société.

Anne GARBE.



Dévalement d'équipes de sécurité à Merlebach (Lorraine).

E silence est désormais retombé sur le drame de Liévin. On s'est contenté d'expliquer que le drame était absolument « inexplicable » ? Mais les dirigeants

des Charbonnages, et au-dessus d'eux, les gouvernants, font preuve d'une hypocrisie criminelle. Ils savent très bien au fond pourquoi la mine tue. Ils savent très bien qu'elle tue, parfois 42 travailleurs d'un coup, mais aussi, de toute façon, qu'elle tue tout au long de l'année.

nistre de la mine, les années 1972 et 1973 avaient presque été de « bonnes » années. Comparées aux années précédentes il n'y avait eu « que » 29 et 39 mineurs de tués. L'année 1974, après la tragédie de la Fosse 3 à Liévin, rejoint les périodes les plus meurtrières de l'histoire des Houillères. En mai 1971 le gaz tue 8 mineurs à La Mure ; à Lens, à la Fosse 6 en février 1970, 16 « gueules noires » tombent victimes du grisou et 17 autres sont blessés. L'on pourrait remonter le temps et trouver tous les deux ou trois ans une catastrophe, dans le bassin du Nord - Pas-de-Calais, dans celui de Lorraine ou dans les Cévennes. A chaque fois, la grande presse, le gouvernement y vont de leurs larmes de crocodile et de leurs promesses : « toute la lumière sera faite » nous dit-on. Et régulièrement on apprend que le coupable est ici le grisou, là un coup de poussière ou un subit effondrement de terrain. Et chacun de nous expliquer que l'on n'y pouvait rien, que c'est la fatalité.

Une « fatalité » qui a bon dos et que tous les mineurs connaissent bien, car ils la côtoient tous les jours. Une « fatalité » qui n'est rien d'autre que l'insécurité permanente du fond et que les tribunaux appelleraient un assassinat prémédité si, justement, les victimes n'étaient des travailleurs et l'assassin l'Etat des patrons.

QUELLES PRECAUTIONS?

Dans les premières heures de la tragédie de Liévin, la presse s'est étonnée que l'on parle de grisou. Pensez donc, disait-elle, la teneur en grisou est mesurée constamment par des grisoumètres automatiques reliés à un tableau central de surveillance.

Certes, de tels appareils existent. Mais ils sont en plus grand nombre dans les communiqués de presse des Houillères qu'au fond des puits. En effet, dans la plupart des Fosses, si l'on n'utilise plus les serins en cage (qui s'asphyxiaient quand il y avait du gaz carbonique ou du grisou), nl les lampes-témoin (dont la flamme était soufflée par une petite explosion de grisou qui ne pouvait se propager hors de son enceinte), il existe maintenant des grisoumètres automatiques sonores. Mais il n'y en a pas partout, seulement dans les chantiers réputés grisouteux. Ailleurs, les Houillères comptent sur la chance pour protéger les mineurs et faire l'économie des grisoumètres. Mais, très souvent, lorsque de tels grisoumètres existent, les directions de Fosse ferment les yeux quand les porions neutralisent les appareils pour qu'ils n'empêchent pas de « faire du

CETTE MIN

charbon ». Ainsi, récemment, à la Fosse 13-18 de Lens un délégué-mineur a relevé dans une taille une teneur en grisou, durant un poste, dix fois supérieure à celle constatée quelques minutes avant l'explosion à Liévin. Or le grisoumètre, protestait le délégué, avait été mis hors d'état d'avertir les mineurs du danger.

« AHUE, AHUE! »

Cette expression, qui signifie « en avant », « au charbon », et qu'on entend souvent au fond, résume parfaitement la politique des Houillères : foncer sans s'encombrer de ces « détails » que sont les mesures de sécurité. Ainsi, par exemple, pour rentabiliser les fosses qu'on s'apprêtait à fermer et pour en accélérer l'exploitation, désormais l'extraction du charbon se fait en s'éloignant de plus en plus du puits de remontée. La conséquence est que le terrain travaille énormément entre le puits et le chantier et que les voies de circulation sont soumises à d'énormes pressions dues au foudroyage (1). Ce sont donc des centaines et des centaines de mètres de terrain effondré que les mineurs doivent laisser derrière eux au fur et à mesure qu'ils s'éloignent du puits de remontée. A cette insécurité délibérément choisie par les Houillères (auparavant on procédait d'une façon inverse, en s'éloignant des zones dangereuses et en se rapprochant de la sortie), s'ajoute le fait que les terrains effondrés absorbent une bonne partie de la ventilation nécessaire en tête de chantier. Ce qui, d'une part augmente la chaleur et la fatigue des ouvriers, et d'autre part accroît, faute de ventilation, les risques de concentration de grisou ou de gaz carbonique.

LES ETANÇONS

Qui irait, de l'intérieur d'une maison abattre ses murs de soutènement sans craindre que le toit ne s'effondre sur sa tête? Pourtant, c'est ce que les Houillères exigent quotidiennement de milliers de mineurs lors du foudroyage. Car si l'on a remplacé les bois de soutènement par des étancons d'acier (pieds de soutènement en deux morceaux téléscopiques fixés par une clavette), ceux-ci ne peuvent plus - économies obligent être laissés comme les bois dans les terrains foudroyés; il faut aller les rechercher une fois qu'ils ont été déclavetés et qu'ils ne soutiennent donc plus rien. Ceci est déjà dangereux. Mais ce l'est encore plus lorsque le terrain « donne » et qu'il faut aller dégager le pied et la tête de l'étancon d'un terrain dans lequel ils sont enfoncés sur plusieurs dizaines de centimètres. On doit alors travailler dans un terrain qui peut s'effondrer d'un instant à l'autre. Si un fou-droyeur laisse derrière lui un étancon (ils sont comptés), c'est la réprimande du porion, parfois la paye qui diminue.

De plus, si les étançons sont plus résistants que les bois, ils ne préviennent plus en craquant peu à peu, comme le faisaient les bois, des mouvements de terrain (ces craquements permettaient, parfois, de se sauver à temps). En fait, rien n'est prévu pour mesurer les charges et mouvements de terrain (ce qui serait possible avec les techniques actuelles), pour prévenir les effondrements de taille qui écrasent régulièrement plusieurs mineurs chaque année.

A L'ABATTAGE

Le travail au marteau-piqueur ne se fait plus guère que pour démarrer les chantiers et pour casser de gros cailloux (ce qui se fait aussi à la masse). Divers engins mécaniques arrachent le charbon et le transportent. C'est-à-dire que dans des espaces très réduits et dans le noir (hormis les lampes frontales) les mineurs côtoient d'énormes chaînes, des câbles en mouvement, des caisses de fer, des tapis roulants, etc.

Ainsi, accroupi dans un chantier de 1,20 m de haut par exemple, on est à quelques dizaines de centimètres d'une chaîne qui se tend et se détend plus ou moins brutalement en fonction de la résistance du charbon à la machine d'extraction qu'elle entraîne. Souvent le fouet de cette chaîne vient faire sauter les premiers étançons, quand elle ne frappe pas un ouvrier.

La mécanisation de l'abattage n'a pas apporté de réelle amélioration du point de vue de la sécurité et des conditions de travail. Il y a autant de poussière qu'avant, sinon plus, car le charbon est pulvérisé par les machines. L'arrosage du charbon pourrait diminuer cette poussière. Mais il donne une boue qui freine l'évacuation du charbon par gravitation (les chantiers sont presque toujours au-dessus du niveau des voies où se tiennent les berlines qui chargent le charbon). Alors comme l'arrosage diminuerait les cadences d'extraction (ou nécessiterait des nouveaux appareillages) la direction s'y oppose ou cherche à le limiter.

DANS LES CHANTIERS

Cette eau d'arrosage et plus encore celle qui provient d'un suintement permanent, on la retrouve partout. Au fond, tout est glissant, l'eau pourrit les chaussures, les bleus, ou cache les dénivellations, les trous parfois profonds d'un mètre.

Après l'eau, c'est des chutes de cailloux qu'il faut se méfier. Ils tombent du toit, passent les cadres et le troussage (qui devraient protéger!) et viennent s'écraser sur la tête, les épaules, les pieds. Dans certaines tailles réputées pour leurs chutes de cailloux, un grillage est fixé au fur et à mesure de l'avancement. Ailleurs on compte sur la probabilité qu'un mineur ne se trouvera pas au mauvais endroit lorsqu'un cailloux tombera...

Et bien sûr, partout, c'est une chaleur insoutenable qui force à travailler nus et qui oblige à des efforts épuisants à chaque mouvement. Ainsi à la Fosse 3 de Lens, à Six Sillons, la chaleur habituelle était de 33 degrés.

DANS LES VOIES

Le nombre des trains, leur longueur ont augmenté depuis la mécanisation. Mais pour rejoindre son chantier, c'est toujours dans les mêmes voies que marche le mineur, entre les rails, car de part et d'autre des traverses il ne reste guère de place. Alors, quand arrive un train, il faut se jeter de côté. Mais si on ne le voit pas et si on ne l'entend pas, c'est l'accident, comme récemment à la Fosse Notre-Dame, dans le Douaisis, où un mineur a été écrasé et un autre grièvement blessé. De toute facon, dans ce cas, si les deux mineurs avaient entendu le train, ils n'auraient pas pu l'éviter, tant la voie était étroite là où ils ont été pris).

LES TRAVAILLEURS EMIGRES

La plupart des travailleurs émigrés à la tâche sont maintenant des travailleurs émigrés, et plus particulièrement des travailleurs venus du Maroc. Les jeunes Européens ne veulent plus travailler à la mine. Leurs pères qui y travaillent sont souvent trop âgés et silicosés pour travailler directement à la production, quand ce n'est pas tout simplement au fond.

Alors les Houillères font embaucher des travailleurs marocains par leurs propres agents dans le pays même. Ces derniers ne reculent devant aucune promesse allèchante sur les salaires, le logement, pour faire venir des Marocains en France. Ceux-ci, lorsqu'ils viennent ici, espèrent ne rester travailler que quelques années, le temps de se constituer un petit pécule pour retourner ensuite au pays.

E QUITUE

Mais la réalité n'a rien à voir avec les promesses qui leur ont été faites. Pour tout logement, ils ont droit à des baraquements « provisoires » qui datent des années 40. De plus, il leur est pratiquement impossible de faire venir leur famille dans le Nord, faute de logements suffisamment vastes. Les Houillères donnent bien parfois des logements qui pourraient accueillir des familles, mais il faut que la femme soit déjà sur place. Et comme pour la faire venir... c'est un cercle sans solution.

Ces travailleurs émigrés sont formés (si l'on peut dire) en quelques semaines dans des tailles-écoles qui n'ont rien de différent du point de vue de la sécurité et du rendement, des mines normales. Ces travailleurs sont très souvent victimes d'accidents, car personne ne leur a enseigné les rudiments de la sécurité minière (même les rudiments officiels). A cela vient s'ajouter un climat très éprouvant pour eux. Mais le plus scandaleux est l'attitude des Houillères à leur égard : elles les considèrent réellement comme des citrons que l'on presse puis que l'on jette. Ces travailleurs n'ont en effet même pas les garanties minimum de Sécurité sociale et d'emploi des travailleurs du Nord en cas d'accident. Ils sont sous contrat direct de travail avec les Houillères. Ce contrat de 18 mois est renouvelable. Et il est si facile de refuser de le renouveler à un travailleur émigré silicosé ou accidenté pour le renvoyer, sans rien, traîner une infirmité, ou tout simplement mourir les poumons rongés, de l'autre côté de la Méditerranée!

LE SALAIRE DE LA PEUR

Les mineurs sont payés suivant un barème, c'est-à-dire un minimum par catégorie. Ainsi après dix ans d'ancienneté, pour un travail de professionnel en 3x8, il n'est pas rare qu'un mineur de fond ne touche que dans les 1500 F.

Mais, à ce barème vient s'ajouter une fraction du salaire, qui peut varier considérablement, et qui est calculée à la tâche. Ainsi, au fond, tout est « étiqueté » : telle opération vaut tant, casser un caillou rapporte tant, débloquer un couloir d'évacuation tant, poser un bois et ramener un étançon n'ont pas la même valeur, etc. Ainsi chaque opération effectuée vient s'ajouter au barème. Mais il y a un minimum à accomplir si l'on ne veut pas s'entendre menacer de sanctions.

Cette rémunération à la tâche, qui permet théoriquement de se faire une bonne paye, est bien sûr une cause de nombreux accidents. Pour gagner 50 ou 100 F supplémentaires, tel mineur qui ne s'en sort pas avec le barème, n'hésitera pas à prendre des risques, à s'user encore un peu plus. Car si les Houillères poussent d'une facon criminelle à produire dans n'importe quelles conditions, il n'est pas rare que les outils, le matériel minimum nécessaires à la production fassent défaut.

Mal payés, peu avertis des dangers et venus ici pour amasser quelques économies, les mineurs émigrés sont les victimes les plus fréquentes de la paye à la tâche. Les ouvriers européens, eux, tendent de plus en plus à se limiter au travail au barème, car, disent-ils, ils n'ont pas envie de « se faire mourir ».

LE PRIX DE LA SECURITE

Les Houillères ont institué une cagnotte d'un montant de 50 F qui est touchée par les ouvriers de la Fosse qui a eu le moins d'accidents. Mais si cette cagnotte ne résout rien, ni au niveau de la paye, ni au niveau de la sécurité, cela amène les porions à faire pression pour que les gars ne déclarent pas les petits accidents et restent à travailler au jour (au jour : en surface) pendant le temps des soins. Chefs-porions et ingénieurs, eux, touchent bien plus de 50 F, mais si l'ouvrier accidenté qui a accepté de travailler voit son état empirer, c'est lui le « fautif » et il n'a plus aucun moyen de se retourner contre qui que ce soit, à commencer par les Houillères. Un beau marché de dupes, comme on voit!

LA SILICOSE

La silicose est la pire catastrophe dans les mines. Mais il s'agit d'une catastrophe discrète, qui tue à petit feu dans les corons des centaines d'ouvriers et épuise peu à peu des milliers d'autres.

Les « vieux » de 50 ans (à cet âgelà un mineur est tellement usé qu'il part en retraite) qui grelottent de froid en plein été, que l'on voit marcher dans la rue et s'arrêter pour se reposer : c'est la silicose. C'est encore la silicose qui fait qu'en 3 x 8 on se lève, on va à la Fosse et on en revient sans avoir envie de manger tant l'organisme est épuisé et écœuré.

Tous les mineurs sont atteints de la silicose. A un degré ou à un autre,

qu'ils soient « reconnus » ou pas par les Houillères. Mais, comme l'expliquait à Douai il y a un an un médecin des Houillères, si l'on devait arrêter tous ceux qui en ont besoin, les Fosses ne tourneraient plus!

La silicose est un mal qui évolue lentement et régulièrement, même si les poumons ne sont plus exposés à la poussière. Le seul moyen de l'enrayer est d'arrêter complètement le travail et d'aller chercher un climat plus sain... s'il n'est pas trop tard.

LES RESPONSABLES

Mais pour ceux qui nous gouvernent, il est toujours trop tard. Trop tard pour sauver les silicosés auxquels on n'avoue leur mal que lorsqu'ils sont déjà très atteints. Trop tard pour les quarante-deux de Liévin sur lesquels Chirac a bien pu venir pleurer hypocritement. Car la mine tue, d'une façon spectaculaire ou à petit feu, mais elle tue. Cela tous, aux Houillères, à la Préfecture, au gouvernement, le savent. Et la seule chose que savent faire ces messieurs, c'est de ne rien faire, d'exiger du charbon sans s'occuper des conditions dans lesquelles il est produit. Dans les mines, les gouvernants et ceux qui se plaisent à en être les échos dans la presse, « découvrent » régulièrement qu'on en est encore à Germinal pour la sécurité alors que la productivité du travail, elle, a augmenté. Mais pour que ces messieurs daignent en parler, pour que le grand public entende parler du scandale minier, il faut une catastrophe comme à Liévin.

Une catastrophe qui ne doit pas faire oublier derrière les discours de circonstance, que demain à Lens ou ailleurs, avec ou sans tragédie à la « une » des journaux, la mine continuera à assassiner des mineurs. Et l'on ne voit pas comment, relance de la production ou pas, il pourrait en être autrement dans une société capitaliste où le profit est un maîtremot au prix de l'insécurité dont sont victimes tous les travailleurs.

Correspondant LO.

(1) Foudroyage: effondrement volontaire d'un chantier que l'on a cessé d'exploiter.



(Ph. ADJA)

L'enterrement des mineurs de Liévin

A télévision a montré de l'enterrement des mineurs de Liévin ce que le gouvernement voulait en montrer : des plans de foule muette, des cercueils alignés, une fanfare, et surtout Chirac. Les commentateurs n'ont pas manqué de souligner « l'émotion » contenue dans son discours. Et, à la télévision, il n'y en eut presque que pour lui.

Pourtant, ils étaient des milliers et des milliers, mineurs pour la plupart, à être venus ce 31 décembre sur la place de Liévin, pour manifester leur solidarité aux familles des disparus.

Que la population laborieuse soit là, d'accord, mais qu'elle soit

loin, c'est ce que voulait Chirac. Car il ne se déplace jamais sans ses flics et ses barrières : autour de la mairie, le lieu de la cérémonie était zone interdite. Seules les familles des disparus et les délégations officielles avaient reçu des laissez-passer.

Les autres, tous les autres, n'ont vu qu'un toit noir de tribune et ont eu droit aux discours hypocrites diffusés par les haut-parleurs.

Ce qu'il fallait faire, et ce qu'on fait certains journalistes (mais où sont passés les interviews?), c'était pénétrer dans la foule et questionner.

Car là, le ton n'était pas le même que celui du discours de Chirac, les accusations étalent autrement plus précises que les propos officiels.

Les mineurs parlaient carrément de leurs déplorables conditions de travail, du déclassement des silicosés, laissés pour compte, des logements vétustes et trop petits, des salaires de misère.

Ils disaient aussi : « Chirac profite de nos malheurs pour venir faire son cirque, c'est une honte. »

Mais comme le disait un mineur pour conclure : ces interviews-là, « ils » ne les passeront jamais ! Et le silence de la grande presse sur cet aspect des choses lui a donné

Correspondant L.O.

Pour ne pas payer la crise

N ce début d'année 1975, la question de savoir si la crise économique est une menace grave, mais seulement potentielle, ou déjà une réalité a de moins en moins de raisons d'être posée.

La crise est désormais là. Pas encore sous la forme d'un effondrement brutal. En un certain sens, l'avenir peut donc être infiniment plus sombre encore que le présent. Mais d'ores et déjà la crise a cessé d'être pour ainsi dire exclusivement monétaire, comme au sortir de l'année 1973. Elle touche maintenant la production elle-même.

Dans certains secteurs, la production marque seulement le pas, en progressant moins que l'an passé. Dans d'autres par contre, et en particulier dans l'Automobile, dans le Bâtiment et les travaux publics, dans les transports ou encore dans des secteurs où les à-coups et les ralentissements sont chroniques, tels que l'industrie du textile, la production a franchement diminué au cours de l'année.

Dans ces secteurs commence la ronde infernale de la crise pour les travailleurs : fermetures d'usines, chômage total ou partiel. Et la question se pose, vitale pour les travailleurs : que faire?

Pendant toute une période, le PCF, principal parti qui se réclame des travailleurs, tout en parlant éventuellement de la crise firmait pas, plus sommairement encore, que tout cela n'était que bluff de la part du gouvernement qui noircissait volontairement la situation pour faire peur aux travailleurs.

Aujourd'hui, la position du PCF est bien plus nuancée. Non, « la catastrophe n'est pas inévitable », affirme péremptoirement Marchais dans son discours de clôture du XXI° Congrès du PCF, pour continuer ensuite à expliquer que, avec une politique juste — celle du Programme Commun bien entendu — il est possible, il est parfaitement possible de faire en sorte que la France surmonte la crise.

Une crise internationale

Position tout à fait aberrante face à cette évidence que la crise est internationale, qu'elle est celle de l'ensemble du monde capitaliste. Après un véritable boom économique en 1973, artificiel et malsain, alimenté par l'inflation, la production a marqué le pas en 1974 dans l'ensemble du monde capitaliste.

L'économie américaine, la plus puissante de toutes, s'est ralentie. Pas encore assez pour entraîner le monde dans une chute aussi vertigineuse qu'en 1929, mais assez pour que le chômage s'accroisse dans des proportions pratiquement jamais vues aux Etats-Unis depuis la guerre. Le « miracle japonais » a débouché sur la plus

MAIS OUI Les gaspilleurs ce sont les géants de la finance et de l'industrie. Paul HUVELIN François CEYRA au rationnement pour grossir leurs bénéfices. Défendons les salaires, l'emploi et l'épargne. STAR AVOR MANIFESTE AVEC CHOIS 200 ONTHERY MANAGES IN CHARLES THE 11 METERS DEBANG CEL RIVERO CONTRACTOR DESIGNATION

Le capitalisme gaspille, c'est exact, mais la crise économique ne se limite pas au gaspillage. (Ph. Fotolib)

du capitalisme en général, en est resté à nier la réalité de la crise économique présente pour expliquer les accrocs dans le fonctionnement de l'économie par l'incapacité du gouvernement à mener une politique économique correcte, lorsqu'il n'af-

grave crise que les îles aient connues depuis trente ans. La Grande-Bretagne n'a fait que continuer sur une pente sur laquelle, quant à elle, elle a commencé à glisser bien avant l'année passée.

Alors, dans ce monde capitaliste en



Il faut empêcher les conséquences ca

dérive, il est stupide s'affirmer que la France peut, à condition de se donner la peine d'avoir un gouvernement de gauche, éviter la crise.

Stupide, mais parfaitement logique dans l'optique du PCF. Minimiser la crise, c'est tenter de masquer ce qu'il y a de dérisoire dans les solutions qu'il propose. Comme si de timides réformes, dans le cadre national de la seule France, pouvaient arrêter le cataclysme économique international qui se précise!

Personne n'a de prise sur la crise, car elle est l'expression justement du fait que l'activité économique n'est pas dominée de manière consciente par la collectivité. Et elle ne peut pas l'être, parce que les décisions concernant ce que l'on produit, en quelle quantité et comment, sont prises par une multitude d'individus, de groupes appartenant à cette classe minoritaire, qui détient tous les instruments de production, qu'est la classe capitaliste; et ces individus, ces groupes décident tous, chacun de leur côté, en fonction de leurs intérêts particuliers.

Les crises disparaîtront lorsque disparaîtra le système économique du capitalisme et, vu les innombrables liens qui font que l'économie française fait partie de l'économie mondiale, lorsque disparaîtra le système économique du capitalisme à l'échelle du monde.

Face à la crise, les travailleurs doivent avoir leur programme

Alors, le problème de l'heure n'est pas de savoir comment arrêter la crise, mais comment conjurer les conséquences catastrophiques pour les travailleurs et, plus généralement, pour les plus démunis.

Il faut contrôler l'activité économique, orienter la production et la consommation, « avoir une politique économique », répond la gauche. Contrôler, orienter — ou plutôt imposer —, avoir une politique économique, oui, sans doute. Mais au profit de qui ? En s'appuyant sur qui ? Contre qui ?

travailleurs doivent prendre en main le contrôle de l'économie



tastrophiques de la crise.

(Ph. Fotolib)

Oui, pour faire en sorte que la crise ne soit pas une catastrophe pour la majorité de la population, il faut un contrôle rigoureux de l'activité économique, il faut un plan d'ensemble pour que les instruments de production soient utilisés au mieux, dans l'intérêt de la collectivité, il faut absolument empêcher que des groupes industriels et financiers, des individus fortunés, en défendant leurs intérêts particuliers, puissent gravement léser la collectivité.

Mais il est impossible de faire cela en posant comme principe intangible la sa-cro-sainte propriété privée, le droit pour chaque capitaliste de faire ce qu'il veut dans son entreprise, de produire ce qu'il estime être rentable, de fermer son entreprise lorsqu'il considère que rien n'est rentable.

Entre les intérêts et les droits des possesseurs capitalistes et les intérêts de la collectivité, il faut choisir. En prétendant servir les seconds sans léser les premiers, la gauche au pouvoir servira immanquablement les premiers.

Hausses de prix, fermetures d'usines, spéculation, déficit de la balance commerciale, voilà quels sont les aspects actuels de la crise. Il est possible de les combattre sans nuire ni aux travailleurs, ni aux petits commerçants, ni aux petits paysans.

Contre la hausse des prix : contrôle ouvrier sur la production

Il est possible et indispensable de contrôler les prix et de les empêcher d'augmenter. Mais ce n'est pas aux petits détaillants qu'il faut imposer un contrôle tatillon, mais aux industriels.

Or qui contrôle ces messieurs aujourd'hui? Qui peut même seulement dire comment ils établissent leurs prix, par quels artifices, par exemple, ils comptabilisent leurs stocks de matières premières et de produits intermédiaires, achetés hier, au prix d'aujourd'hui, voire de demain; comment ils intègrent dans leurs frais d'aujourd'hui des dépenses d'achats et de salaires augmentés du taux prévisible de l'inflation de demain? Eux, ils ont le moyen de prendre de l'avance sur l'inflation et de prélever du profit supplémentaire grâce au mal qui, au contraire, diminue les revenus des autres catégories de la population. Mais comment un gouvernement, même de gauche, pourraitil y faire quelque chose, à supposer qu'il le veuille? Par l'intermédiaire d'inspecteurs des finances, respectueux des grands du Capital et, de toute façon, dans le cadre d'un système, d'une légalité, respectueux des droits du capitaliste sur la marche de son entreprise?

Certainement pas. Même si c'était concevable, même si ce corps d'inspecteurs était prêt à jouer ce rôle, leur nombre n'y suffirait pas, car il faudrait en permanence des dizaines de contrôleurs par entreprise. Autrement dit, même dans cette hypothèse, il ne pourrait y avoir même un semblant de commencement de contrôle que par l'extension d'un corps bureaucratique de « contrôleurs professionnels », extrêmement coûteux et coupé des préoccupations de ceux au nom de qui il serait censé exercer le contrôle.

Par contre, il existe un grand nombre de « contrôleurs » tout désignés pour contrôler de façon permanente et quotidienne l'activité d'une entreprise sans pour autant quitter leurs activités productives, sans pour autant coûter à la société : il s'agit des travailleurs de l'entreprise précisément. Aucun corps bureaucratique ne pourrait atteindre l'efficacité d'un tel contrôle, aucun surtout ne pourrait présenter une telle garantie que ce contrôle sera fait dans l'intérêt des catégories les plus défavorisées. Encore faut-il avoir la volonté politique de lutter pour que les travailleurs aient les movens de ce contrôle. Le PCF, à qui il arrive parfois, sous la plume de son économiste Herzog, par exemple, de reprocher à des gens comme Rocard d'être partisans des méthodes technocratiques qui ne gênent pas les monopoles, évite soigneusement de mener une politique claire et nette préparant les travailleurs à se mobiliser sur ce terrain.

En tout cas, il n'y a pas d'autre moyen de contrôler les prix que d'obliger les patrons à ouvrir leurs livres de comptes devant les travailleurs; que de leur interdire, sous peine de confiscation de leurs biens, de prendre quelque décision que ce soit sans l'autorisation de comités élus par les travailleurs.

Et comment empêcher la spéculation —

et éventuellement la fuite des capitaux — sans toucher à ce droit également intangible de chaque capitaliste de faire de son argent ce qu'il veut ? Ainsi donc, pendant que l'argent manque pour maintenir le niveau de vie de ceux qui travaillent ou l'emploi de ceux dont l'entreprise est fermée faute d'être considérée comme rentable, des milliards peuvent se déplacer en quête de spéculations hasardeuses.

La situation exige impérativement qu'aucun possesseur de capitaux ne puisse déplacer la moindre somme. Le contrôle des déplacements de capitaux à l'intérieur des frontières comme hors des frontières n'est pas possible par quelques expertscomptables ou par quelques contrôleurs du ministère de l'Economie et des Finances : à supposer qu'ils le veuillent, ils ne le pourraient pas et, de toute façon, ils n'ont aucune raison de le vouloir. Les seuls qui peuvent exercer ce contrôle sont les travailleurs des banques et des sociétés par où transitent les capitaux, en collaboration avec les travailleurs des entreprises capitalistes concernées.

La situation exige également que l'équilibre des échanges avec l'extérieur soit rétabli, mais il faut qu'il le soit sans imposer de restrictions à la majorité sur des produits indispensables. Certes, le contexte international est ce qu'il est, il n'est donc pas forcément possible d'accroître les exportations. Mais il est possible de sélectionner les importations justement en fonction de ce qui est indispensable pour le grand nombre, en éliminant impitoyablement les produits inutiles, les produits de luxe. Mais cela suppose qu'on soit prêt à s'en prendre aux intérêts des grands importateurs, à leur imposer, au besoin par la force, des choix correspondant aux intérêts de la collectivité, donc pour commencer, à leur enlever le droit, là encore intangible en régime capitaliste, d'importer comme bon leur semble les produits qui leur rapportent le maximum de profit.

Un plan de production conforme aux intérêts aux intérêts de la population laborieuse

Il est enfin indispensable d'empêcher tout licenciement collectif par l'obligation pour chaque capitaliste de maintenir l'emploi et le salaire des ouvriers de son entreprise sous peine d'expropriation immédiate. Face à la crise, il faut un plan de production. Bien des entreprises qui ne sont pas rentables du point de vue capitaliste ne le sont pas non plus du point de vue de la société. Combien d'énergie humaine, combien de capacité de production sont gaspillées en temps ordinaire à produire des choses inutiles, voire nuisibles? Eh bien, que l'on arrête ces productions! Mais cela ne signifie pas l'arrêt des entreprises qui les produisent car les besoins non satisfaits sont innombrables.

Les voitures ne se vendent plus? Ce n'est pas un mal, si les entreprises qui les produisent sont reconverties à produire des moyens de transports collectifs, autrement plus rentables du point de vue social et humain.

Pour prendre des décisions d'une telle ampleur, il faut évidemment mettre fin à une politique qui consiste à aider sur les fonds publics les canards boiteux de l'économie capitaliste. Mais il ne suffit pas de se contenter de les nationaliser, coup par coup, pour les aider à produire, toujours avec les fonds publics, toujours les mêmes produits.

Ce plan de production rationnel est indispensable. Mais il ne peut être appliqué que si l'on est prêt à passer outre les intérêts capitalistes, si l'on est prêt à exproprier les récalcitrants, si l'on est prêt à soumettre la détermination du plan et le contrôle de son application à l'ensemble de la population laborieuse qui représente la majorité des consommateurs.

Si l'on n'est pas prêt à cela, que valent les déclarations de la gauche sur la nécessité d'orienter la production? Et si ceux qui détiennent les moyens d'orienter la production ne le veulent pas, que faiton?

Le PCF laisse volontairement ces questions dans l'ombre. Il peut alors reprocher, à juste titre, à Rocard ou à Mitterrand de vouloir simplement gérer le capitalisme et contribuer ainsi à faire en sorte que la crise retombe surtout sur la classe travailleuse.

Mais quelle considération méritent ces reproches, si lui-même ne propose rien pour empêcher que cela se passe ainsi et ne montre pas quelles sont les solutions qu'il faudrait mettre en œuvre et s'il se contente de demander aux travailleurs de donner carte blanche aux partis de l'Union de la gauche?

Georges KALDY.





HEURES SUPPLEMENTAIRES AUJOURD'HUI, CHOMAGE DEMAIN

refusons les heures supplémentaires

• THOMSON-GENNEVILLIERS

Le man-pack est pressé, paraît-il. Aussi a-t-on demandé à plusieurs de nos camarades câbleurs de PF de venir travailler le samedi

Au moment où nous réclamons les quarante heures, où, dans le trust même, des problèmes d'emploi se posent (Sescosom est actuellement en chômage technique), la direction a un sacré culot de nous demander de faire plus de quarante-huit heures par semaine.

Notre intérêt de travailleurs est de refuser toute heure supplémentaire. Et si certains pensent en tirer avantage en récupérant les samedis travaillés, ils se trompent.

Car si la direction aujourd'hui demande de faire des heures, elle ne se gênera pas demain pour nous mettre dehors s'il n'y a plus de travail.

AUGMENTATIONS SUBSTANTIELLES

nous sommes tous des champions

ERICSSON (Colombes)

En cette fin d'année, les rallonges individuelles n'ont pas pesé lourd. Et lorsque les délégués ont demandé des ex-



J'AI EU LA PLUS
GROSSE
AUGMENTATION
SELECTIVE, CAR
POUR ME TOURNER
LES POUCES JE
SUIS LE
CHAMPION !..

plications, le directeur a eu ces mots fameux : « Les augmentations sélectives, c'est pour les champions ».

Eh bien, nous, nous estimons que nous sommes tous des champions. Car passer une année à se lever à 6 heures du matin, s'entasser dans les transports, faire ses 41 heures par semaine et réussir à jongler avec les prix pour boucler nos fins de mois, vollà qui représente de belles performances!

Nous ne sommes pas sûrs que, placé dans nos conditions, le directeur réussisse un tel tour de force.

Et, à ce titre, nous réclamons des augmentations substantielles, égales pour tous et... sans sélection.

USINE = INSÉCURITÉ, DANGER

sécurité : il est prévu de ne rien prévoir

SNCF (Sotteville-Rouen)

La circulation le long des voies est dangereuse, direzvous ? Pensez-donc, la SNCF a toutes les recettes néces-

saires pour éviter l'accident. Il suffit de lire le rectificatif numéro 2 du P9.

Ainsi l'agent doit « prendre la précaution de tourner immédiatement la tête toutes les fois qu'il entend derrière lui le sifflet d'une machine, le klaxon d'un autorail, le bruit d'un train en marche, etc. ». Et si nous n'avons pas eu le temps de nous éloigner à 1,50 m du rail extérieur, la direction nous prescrit gravement de « sans hésiter, se coucher sur le sol, en dehors de cette voie, la tête dirigée du côté d'où vient la circulation, en ayant soin de ramener ses vêtements près du corps ».

Nous aimerions bien voir ces messieurs qui ont pondu ces règles de sécurité s'exercer un peu au plongeon sur ballast...

Mais la SNCF a beau faire, elle est bien forcée d'avouer dans quelle anarchie criminelle elle nous force à travailler lorsque, à propos des déplacements dans un tunnel,



elle donne des conseils aussi sûrs que de s'efforcer « de se renseigner sur les heures de passage des circulations » et de profiter « autant que possible, en cas de ligne à double voie, d'une période où aucun croisement de circulation n'est prévu dans le tunnel pour s'y engager ».

La SNCF, en fait, on le voit, ne prévoit rien pour éviter les accidents. Ses règlements ne servent qu'à la couvrir. Pour le reste, chacun doit se débrouiller s'il tient à la vie. Car notre sang, elle s'en lave les mains.

un trou dans la banquise

• RNUR (départements 18 et 38)

Au 18, nous dénoncions la semaine dernière les courants d'air et le froid de l'atelier.

Depuis, il y a du nouveau : les marteaux-piqueurs sont entrés en action et tout le milieu du département est défoncé et ressemble à un terrain vague.

Nous ne savons pas pourquoi ce trou est fait, mais il y a de quoi rire. Pendant des années, nous avons réclamé que les trous dans les allées soient bouchés pour éviter



des accidents à la manutention. Et maintenant que ce sont les murs qu'il faut réparer, on défonce le sol.

Il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond au 18!

avec les bons vœux de la direction

• CHAUSSON-BRISSONNEAU (Creil)

Beaucoup d'entre nous ont reçu l'agenda 1975 de la maison. C'est un véritable petit catalogue illustré des accidents et maladies du travail que Chausson, faute de prendre des mesures de sécurité efficaces, a fait imprimer à notre intention.

Ces petits squelettes donnent froid dans le dos. Notre

organisme est visé de toutes parts, plus particulièrement si on utilise le plomb, le trichlore, le benzène, sans parler du danger pour les yeux ou pour les oreilles avec le vacarme.

Comment peut-on passer à travers, à Chausson? A la fabrication, on se sent une cible trop grosse. Comment ne pas laisser sa peau par petits morceaux, comment ne pas crever à petit feu?

L'agenda ne nous le dit pas. Chausson nous annonce juste à quelle sauce nous serons traités. C'est raide.

LES GAITÉS DE L'ENTREPRISE

pan dans le mille!

• CHAUSSON-ASNIERES

Certains pigeons ne connaissent ni le respect, ni même la hiérarchie. Une grosse huile de la direction en a reçu la preuve sur le nez en sortant de l'usine.

L'autorité de l'huile étant compromise par l'oisillon, il a immédiatement fait boucher les trous du plafond du



hall d'entrée. Les pigeons ont pu immédiatement voir de quel bois il se chauffait.

Sans vouloir donner raison a priori aux pigeons, nous voudrions proposer à l'huile de faire un tour dans l'atelier au « baquet » où il pleut des choses plus dangereuses comme de l'acide, et nous espérons qu'il sera aussi diligent pour l'arrêter. Sinon, sans vouloir mettre de l'huile sur le feu, qui pourra donner tort aux pigeons ?

ATTENTION : GÉNÉROSITÉ PATRONALE!

largesse ou plutôt calcul?

• CHAUSSON (Gennevilliers)

Durant la dernière quinzaine, la direction a accepté de laisser partir des travailleurs du Maroc pour les « fêtes du mouton ».

Il est normal que les travailleurs immigrés puissent partir deux fois par an chez eux. Leur vie en France ressemble à celle que nous avons subie dans les casernes pendant le service militaire. Et avoir une permission de détente tous les six mois, ce n'est pas grand-chose, sans parler du prix du voyage qui n'arrange pas les choses.

Mais, autant la direction était dure les années passées, autant elle paraît large aujourd'hui. A certains camarades, elle a accordé un mois, alors qu'ils demandaient quinze jours. Les charges de travail baissent, la direction profite des départs en vacances pour réorganiser la production. Leur travail est distribué aux autres. Une fois de retour, ils risquent fort d'être mutés.

Les « largesses » apparentes de la direction cachent une opération de rentibilisation. Non, ce n'est pas encore aujourd'hui que la direction nous fera des cadeaux.

UAP Tour Assur (La Défense-Courbevoie)

Une nouvelle caserne

OUR le pompier qui en a « ras le bol » de la caserne et veut se reconvertir dans le civil, mieux vaut éviter le service sécurité incendie de la Tour Assur.

D'ailleurs, c'est plutôt un centre de tri : depuis le début de 1974, 70 pompiers n'ont fait qu'entrer et sortir. Et ceci alors que l'effectif total est de 42! Pour rester dans le service, il faut convenir aux deux « responsables » qui ont institué — oralement bien sûr — un règlement bien à eux : d'abord l'interdiction de se syndiquer, de parler aux militants syndicaux : « ici, le syndicat, c'est nous! »

Ensuite, interdiction de fréquenter le personnel féminin (cette règle ne s'appliquant pas, bien entendu, à nos deux cadres). Comme à la caserne, il faut avoir les cheveux courts, ne pas fumer, éviter les allures décontractées (s'appuyer contre les murs par exemple).

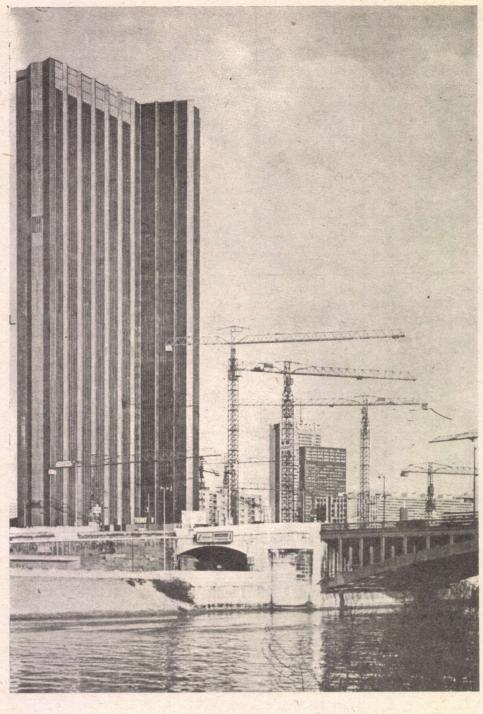
Ceux qui acceptent de mauvaise grâce se voient confier des travaux n'ayant que de lointains rapports avec la sécurité incendie comme nettoyer la fosse à m..., pardon, de décantation, sonder les siphons, etc.

Il faut aussi se méfier des pièges et provocations montés par nos deux adjudants attardés. L'un d'eux est déjà venu à deux reprises, en pleine nuit, lancer des grenades fumigènes dans la tour « pour faire un test ». Ou bien ils se bloquent tous les deux volontairement dans un ascenseur alors que de nouvelles consignes viennent d'être diffusées et que le pompier de service au central sécurité n'a pu avoir le temps d'en prendre connaissance.

Un tel comportement pourrait faire sourire si cela ne signifiait pas à chaque fois, pour le pompier visé, le licenciement et le chômage. Bien peu arrivent à la titularisation, car de ceux qui restent, on attend qu'ils soient autant mouchards que pompiers.

La direction, non contente d'embaucher de nombreux flics maison, voudrait en plus sélectionner un corps de pompiers coupé des employés, voire monté contre eux. Mais l'ensemble du personnel a été mis au courant de la situation et il n'est pas dit que les nostalgiques de l'armée pourront continuer leurs agissements comme avant.

Correspondant L.O.



La tour Assur à la Défense. UAP (Paris et la Défense)

(Ph. L.O.)

Assurances "Le Monde" (Paris)

L'art et la manière d'utiliser les horaires mobiles...

pour la direction

la Compagnie, de nombreuses personnes avaient demandé une journée supplémentaire à l'occasion des fêtes de fin d'année, Noël ou le jour de l'An.

Or nous « bénéficions » depuis 1972 des horaires dits flottants. En conséquence, la direction a répondu que nous n'avions qu'à faire huit heures d'avance et à prendre cette journée — et encore, il faliait que le chef de service soit d'accord!

Avant 1972 et avant que nous soit accordée cette possibilité de prendre une journée entière, à condition d'avoir huit heures d'avance sur notre compte horaire, la direction accordait assez souvent des sorties anticipées, voire des demi-journées les veilles de fête.

Comme on le volt, si les employés ont parfols du mai à se retrouver dans les méandres de l'horaire mobile, la direction, elle, sait très bien y retrouver... son compte.

Correspondant LO

Duplicité syndicale

EPUIS des années, c'était l'habitude : à l'occasion des fêtes, nous avions un repas amélioré pour lequel une heure de plus était accordée. Cette année, nous attendions surtout la coupure de deux heures, car la qualité de la cantine est telle qu'un repas, même amélioré, n'a rien de tentant.

Or, courant décembre, la direction a annoncé que tout cela était remis sine die, compte tenu du déficit des restaurants UAP de la rue Le Peletier et de la place Vendôme et des contraintes de l'horaire mobile à la Tour Assur.

Des affiches CGT dénoncèrent, à juste

titre, cette mesure. Nous avons donc été fort supris de dé-

Nous avons donc été fort supris de découvrir, dans un rapport de la commission restaurants du 12 décembre, le texte suivant, signé du secrétaire du Comité d'Entreprise, militant CGT:

« La commission des restaurants ayant été saisie d'une demande de repas de fin d'année et d'un temps supplémentaire à l'occasion de ce repas, compte tenu des travaux qui seront effectués au restaurant de la Tour Assur en fin d'année et du déficit important dans tous les restaurants, il paraît difficile de prévoir ce repas. »

Voilà comment nos gestionnaires résolvent leurs problèmes : ils ont une position pour les employés et la position contraire dans les commissions du CE.

Correspondant L.O

Bourges

Un grand malade: l'hôpital!

lait mieux ne pas être hospitalisé.
En Chirurgie, le jour de Noël, entre midi et 16 heures, il n'y avait que deux infirmières pour cent dix malades. En Médecine, la situation était

N cette fin d'année 1974, il va-

Depuis plusieurs semaines, les soins aux malades ne sont pas terminés à 17 heures, alors que soins et stérilisation doivent être achevés en fin de matinée.

La semaine avant Noël, le chirurgien à plein temps étant en vacances, il ne restait qu'un chirurgien se partageant entre sa clinique et l'Hôtel-Dieu. Des malades mis à jeun dès le matin n'étaient opérés que dans l'après-midi, voire deux ou trois jours après!

Des consultants externes doivent attendre trois heures ou plus; d'autres sont carrément refusés et devront repasser la semaine suivante...

Quant au ménage, personne n'a le temps de le faire et les poussières s'entassent sous les lits.

Certains employés auront dû travailler plus d'une semaine sans repos, afin d'avoir quelques jours soit à Noël soit au 1^{er} de l'An. D'autres n'auront eu ni l'un ni l'autre.

Pour certains, ce sont plus de dix jours de récupération de l'année 1974 qui leur restent à prendre.

En temps normal, il manque du personnel à tous les niveaux. Mais en cette période, avec les congés dus aux fêtes, les congés de maladie non remplacés, la situation est catastrophique.

L'administration laisse faire... Pire : il y a quelques semaines, elle licenciait des auxiliaires. Sans commentaires.

Correspondant LO.

La grande misère de l'Éducation Nationale au CES de Jussey (Hte-Sâone)

Sur trente et une sailes de cours, vingt-deux sont disséminées dans des locaux divers (groupes scolaires primaires, préfabriqués, séparés entre eux par une rue et la place du champ de foire). Il en résulte des déplacements incessants pour les élèves, dans des conditions de sécurité douteuses!

Le fleuron du CES est réservé évidemment aux classes de transition; ce sont des préfabriqués aussi archaïques que les ruines qui les entourent. Heureusement que certains élèves sont assez costauds pour forcer la porte d'entrée. Là, le spectacle continue : portemanteaux arrachés : quant à la teinte des murs, jadis verte, elle a viré au noir. Çà et là, pendent de magnifiques toiles d'araignée. Et, au milieu... le

fourneau à bois, véritable pièce de musée. C'est au maître de l'alimenter, en moyenne toutes les demi-heures, en prenant bien soin de ne pas se faire lécher par une flamme, le ralenti étant mort depuis longtemps. Si par malheur, le vent souffie, les flammes s'en échappent.

Des plus vieux CES aux plus récents, l'insécurité est le point fort de l'Education nationale. L'incurie du gouvernement dépasse les bornes du supportable, et pour les maîtres, et pour les élèves.

Haby va peut-être trouver la solution en organisant une grande quête nationale pour les « CES-d'œuvres » en pé-

identique.

livres

Jean Rabaut

TOUT EST POSSIBLE



En juin 1936, Marceau Pivert (en haut à gauche), le futur dirigeant du PSOP, s'adresse

OUS-TITRE Les « gauchistes » français 1929-1944, ce livre de près de 400 pages se veut une présentation exhaustive de l'extrême-gauche pour la période considérée. De l'auteur lui-même, nous savons seulement qu'il a fait partie de l'extrême-gauche du PS à la veille de 1936 pour se retrouver en 1941 adjoint du commandant FFI des Basses-Alpes. Ceci dit, dans ce volume Rabaut a choisi le point de vue de l'historien soi-disant objectif (mais n'ayant visiblement aucune sympathie pour les trotskystes et guère plus pour les anarchistes) qui dresse un tableau complet des groupes, groupuscules, individus, qui à un titre ou à un autre, peuvent être classés comme faisant, à l'époque, partie de l'extrême-gauche française, soit de tous les courants politiques non-staliniens. Une telle démarche risquait d'être fastidieuse et elle finit, en effet, par l'être pour le lecteur.

Car tous les chapîtres de ce volume ne présentent pas un égal inté-rêt. D'abord, parce qu'il s'embourbe fréquemment dans un amoncellement de détails qui lui confèrent un caractère plus anecdotique que politique, attentif à la petite histoire de l'extrême-gauche, réduite le plus souvent dans ces années, à celle des individus. Ensuite, parce que la description minutieuse de l'émiettement de l'extrême-gauche, et avant tout de son principal courant, le trotskysme, au cours de toutes ces difficiles années de formation, contribue à faire perdre le fil politique de ces combats d'idées, de groupes, de person-

En conséquence, c'est là un ouvrage qui pourra rendre service aux militants qui recherchent une date, le nom d'un groupe éphémère, ou tout autre point de détail historique,

mais qui restera hermétique au lecteur qui, se fiant au sous-titre, voudrait comprendre et connaître la filiation historique et politique des groupes d'extrême-gauche existant aujourd'hui. Néanmoins, il faut noter la partie la plus intéressante du livre de Rabaut : celle qui est consacrée aux avatars du Parti Socialiste (SFIO) durant le Front Populaire, puis en 1938, à la naissance du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) créé à l'initiative d'ex-militants du PS dont Marceau Pivert fut le chef de file. Il semble d'ailleurs que c'est là ce que Rabaut connaît le mieux, pour l'avoir vécu, comme membre de la « Gauche Révolutionnaire » du Parti Socialiste. Et les larges citations qu'il fait des déclarations progammatiques du PSOP comme ce qu'il nous raconte des atermoiements, des hésitations, de l'opportunisme de ce parti face au deuxième gouvernement de Front Populaire, face à Blum, à la guerre qui approche, aux événements d'Espagne, etc., ressemblent comme deux gouttes d'eau, bien qu'à quarante ans d'intervalle, aux mêmes atermoiements, valses-hésitations et danses d'un pied sur l'autre du PS d'aujourd'hui et du feu-PSU de la belle époque.

Si le livre de Rabaut vaut la peine d'être lu, c'est surtout par l'intérêt que présente cette histoire du PS, de la Gauche Révolutionnaire et du PSOP qu'il nous retrace.

Il faut signaler également l'abondante bibliographie que cite Rabaut et qui pourra grandement aider à préciser les événements politiques dont il parle.

Toute est possible de Jean Rabaut. Ed. Denoël.

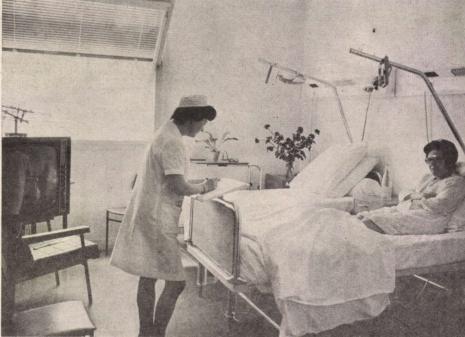
L.P.

HOSTO-BLUES

Victoria **Thérame**

A nuit d'une infirmière intérimaire dans une clinique huppée du 16° arrondissement, douze heures d'emprisonnement, d'humiliations, de mesquineries con-tre lesquelles il faut savoir dresser des barrières morales aussi bien que matérielles : voilà ce que Victoria Thérame nous raconte au long des 475 pages de ce récit autobiographique.

Le style volontairement relâché, qui traduit les réflexions personnelles de l'auteur, pourrait froisser certains : ce serait dommage, car derrière cette apparente négligence, on découvre un humour grinçant, des réflexions percutantes tant sur le monde des cliniques privées et de la gent médicale que sur la société entière contre laquelle l'auteur a décidé de se battre.



(Ph. U.P.I.)

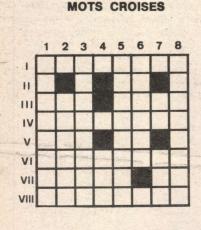
Sans aucune prétention, Victoria Thérame dresse un petit tableau fort bien léché, souvent spirituel de la condition des « soignantes », de leurs rapports avec les malades, avec les surveillantes, avec les médecins. Il n'y a pas la moindre pleurnicherie, pas la moindre grandiloquence. Et si l'on ne partage pas toujours les opi-

nions de l'auteur, on n'en reste pas moins conquis par la finesse, l'humanité et le profond sentiment de révolte qui émanent de ce livre.

Hélène DURY.

Hosto Blues, de Victoria Thérame - Editions des Femmes - 16 F.

SOLUTION



HORIZONTALEMENT. — I. Ce n'est pas uniquement le Pérou. — II. Mis en branle. - III. Robe de cheval brune -Entre deux écluses. — IV. Habitante d'Argos. - V. Conjonction - Démonstratif. — VI. Enlever ce qui dépasse. — VII. Qui se rapporte au ton musical -Ordre de départ. - VIII. Ne croquerai pas le marmot.

VERTICALEMENT. — 1. Centre des brigades internationales en Espagne. - 2. Province espagnole. - 3. Celui qui va tenter sa chance à l'étranger. -4. Phonétiquement : elle renouvelle l'atmosphère. — 5. Faible, mais surtout d'esprit. — 6. Qui vont par cinq. - 7. Pronom - Prénom féminin. - 8. Perçai d'une épée ou, plus souvent, d'un argument décisif.

DU PROBLEME PRECEDENT

1 2 3 4 5 6 7 8

-1	10.75	1000		200				William !
1	M	0	R	1	L	L	E	S
11	A	L	0	S	E		T	U
iii	R	E	U	S	S	1	E	S
IV	M		S	1	T	E		T
V	0	U	T	R	A	N	C	E
VI	T		1		G	A	1	N
VII	T	E	R	M	E		E	T
VIII	E	N		A	S	1	L	E
Ensured acres different factors of the control of t								

Responsable de la publication :

Michel RODINSON

Composition: L.I.T.O.

4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression: Graphie Presse Epinay-sur-Seine

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

> B.P. 233 PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS Ordinaires

6 MOIS 1 AN France 30 F Etranger 40 F 65 F Etranger avion 60 F 120 F

Sous pli fermé

France 70 F 130 F Etranger 80 F 150 F Etranger

avion de 200 Fde 390 F à 340 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

> C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10



(Ph. Violiet)

Ernst Glaëser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman Classe 22. Toute une génération d'adolescents grandle pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarrol.

Puls, paraît La Paix, récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abattit et du découragement qui s'ensuivit.

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que paraît Le dernier civil. Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaîne.

RESUME

Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, a retrouvé Siebenwasser, sa ville natale de Souabe, et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique. Pour contribuer à renforcer la paix et la prospérité, il a acheté le domaine de Roche-Blanche, en friche iusque-là.

Cependant le parti nazi (dirigé localement par Gerhart Träger) se renforce : les ambitieux (tel Kalahne, le secrétaire municipal), les jeunes (tel Hans Diefenbach), les victimes de la guerre, les aigris de toute sorte mettent leurs espoirs en Hitler.

On est dans l'été 1928. Bäuerle, aidé de son intendant, Henrici, met en valeur son domaine. Il a embauché un jeune stagiaire dont on annonce l'arrivée à Irène, au moment précis où elle va sortir en compagnie de Mme von Berg.

(33)

- « Je ne le trouve pas, dit-elle, où donc l'avezvous caché, votre stagiaire ? »

— « Il est dans la cuisine, dit la demoiselle dans un souffle, il avait les souliers trop sales. »

Irène descendit à pas sonores les marches qui menaient au sous-sol. Une chaleur alourdie de buée et de graisse vint la frapper au visage.

« Eh bien, voilà le jeune monsieur », dit la demoiselle en ouvrant la porte.

Dans la salle claire, entièrement carrelée, était assis Hans. A ses pieds un havresac en toile verte.

Le garçon se leva. Il fit quelques pas, puis hésita.

— « Mademoiselle Degerloch, cria Irène, montrez à monsieur où est sa chambre, tout est préparé. »

Elle remonta l'escalier tournant à toute allure. Elle bondit dans le hall. « Non, non », criait quelque chose en elle, « mais c'est... » Alors elle vit les

Irène saisit le bouquet. Elle commença à courir. Elle courut vers la sortie ouest. Elle atteignit le pavillon de l'Intendant.

— « Hallo! » cria Mme von Berg devant la pompe à essence.

Mais Irène ne l'entendit pas. Elle monta l'escalier avec un roulement de talons. Sa robe se déchira jusqu'au genou.

— « Mon Dieu, pensa-t-elle, suis-je folle ? » Mais déjà elle ouvrait la porte, empoignait un vase sur la table de chevet, y plantait les fleurs.

Dans la cour, Mme von Berg klaksonnait. Irène atteignit la voiture, se jeta sur le siège.

— « Qu'y a-t-il donc ? » demanda Mme von Berg.
— « Filons », cria Irène.

- « Filons », cria irene.

Jean-Gaspard était revenu de son voyage avec une humeur particulièrement heureuse. Il était allé seul avec la voiture jusqu'à Amsterdam. Les trois semaines en Hollande avaient été une réjouissante étude. Il était revenu à Siebenwasser lourd de projets et de connaissances nouvelles.

«L'agriculture est la paix », dit-il à Schrader, « on n'imagine pas ce que nous pourrons faire de notre pays quand nous aurons enfin cent années de tranquillité. »

Le Premier Bourgmestre avait approuvé du bonnet. « Cent années de tranquillité », avait-il dit, quel rêve pour les Allemands.

Et il avait montré à Bäuerle son nouveau projet d'urbanisme. Il ne projetait rien moins que de démolir les maisons lépreuses pressées à l'ombre du vieux rempart. Elles étaient habitées par des ouvriers et de petits employés. Les chambres étroites étaient de véritables taudis. La cour sans soleil. Les

caves moisies. Tous les murs minés par l'humidité.

Schrader voulait faire abattre tout ce quartier « romantique », supprimer le rempart et le remplacer par un square qui monterait jusqu'au bastion. Les familles qui habitaient là iraient occuper une cité-jardin moderne, en bas, dans la vallée.

Le Premier Bourgmestre nourrissait ce projet depuis longtemps, mais n'avait pu en envisager la réalisation que depuis le récent emprunt américain. Il s'était tout d'abord assuré du consentement du Conseil Municipal. Puis était parti à Francfort. Il chargea de la préparation des maquettes un architecte de l'école du Conseiller May. Les maquettes furent exposées fin juillet dans le grand hall de l'Hôtel de Ville. Sous le patronage de Schrader, une association se fonda : « Le nouveau Siebenwasser ». Kalahne en fut le secrétaire.

Lorsque les artisans virent les maquettes, ils secouèrent la tête. Il y avait là de grands blocs de maisons blanches, carrées comme des dés à jouer, les façades percées de baies vitrées sur toute leur longueur, les toits plats. Pas un pignon, pas une tourelle d'angle, pas même une girouette.

Mais ils avalèrent leurs réticences quand ils apprirent à quelle somme se montaient les travaux que la ville comptait distribuer. La construction devait commencer dès cet été, le premier pâté de

FEUILLETON



« la réalisation d'un rêve millénaire... » Des délégués des associations paramilitaires avec trois mille drapeaux défilent devant le monument de Moltke, le « Jour germanique » (11 mai), vers 1920-1923. (Ph. Viollet)

maisons être sous toit au début de l'hiver.

Alors une première résistance se dessina. Elle venait de l'association « Pour le pays natal », que présidait le Recteur Allwohn. Dans une véhémente lettre de protestation on déclarait au Conseil Municipal qu'en détruisant les vénérables maisons aux remparts on frappait au visage la population attachée au pays natal. Une semaine plus tard, à l'assemblée des délégués municipaux, le secrétaire des Postes Dern attaqua le Conseil Municipal en prétendant qu'on voulait élever à Siebenwasser un monument de l'art nègre. Aucun homme allemand ne pouvait concilier avec sa dignité raciale le fait de vivre sous un toit plat ; on faisait là du nivellement juif, de l'architecture marxiste, des cages de verre pour des sous-hommes.

Schrader avait répondu calmement que les maquettes avaient été établies dans l'intention d'unir à un prix raisonnable les avantages de la lumière, du soleil, de la propreté et d'une répartition rationnelle des locaux. Si c'était là se montrer africain, il passerait volontiers pour un nègre, et si la dignité allemande n'était possible que sous un toit à pignons, entre des murs minés par la moisissure, il renoncerait aisément à cette dignité. Dern ne lâcha pas prise. Il organisa une réunion sous le titre : « Le toit plat — une souillure de la culture allemande ». Il fit salle comble. La résistance s'accentuait.

L'approbation du projet dépendait des délégués municipaux. Le centre et les sociaux-démocrates s'étaient mis du côté de Schrader, mais pour obtenir une majorité il fallait les voix du « parti économique », que présidait le maître boulanger Stählin.

Hans était monté tôt dans sa chambre ce soirlà. Henrici lui avait encore rapidement montré les étables, la laiterie, l'installation de pompage, et l'avait laissé en lui disant qu'il devait se représenter le lendemain matin. Hans était longtemps resté étendu dans son lit, essayant de dormir. Mais dès que sa conscience commençait d'incliner vers les ombres, la pensée d'Irène le ramenait à l'état de veille.

Il était arrivé à Roche-Blanche calme et affermi. Après la catastrophe de l'Odenwald il avait vécu plusieurs semaines chez Gerhart Träger. Sous les soins attentifs, la protection vigilante de l'officier, la terrible paralysie qui le tenait intérieurement avait peu à peu disparu. Le reniement de sa mère, le soupçon haineux de Dern, l'attentat contre l'honneur de son père l'avaient jeté, après son premier cri de révolte, dans un silence passif. Mais en ces jours où il se soumit à un examen de conscience rigoureux et se détacha impitoyablement de tout ce que signifiait le mot enfance, dans les heures obscures où il restait éveillé tandis que près de lui l'haleine de l'officier était comme la pulsation de la nuit, dans les instants où l'infamie de Dern con-

tre son père le secouait d'une soudaine éruption d'indignation, dans son égarement douloureux devant l'appétit qu'ont les cœurs humains de la méchanceté et de la bassesse - dans ces jours difficiles il sentit croître en lui, avec une précision bienfaisante, l'idée qu'il n'était pas décent de s'écreuler sous l'attaque d'un destin individuel. Un enjeu plus grand était engagé en ces années où il entrait dans le monde, un enjeu plus noble que le bonheur personnel, que le façonnement d'une vie personnelle et même que la personnalité tout simplement. On n'avait pas le droit de regarder le monde comme l'avaient fait des générations entières avant lui, par le petit trou de serrure de la vie individuelle, ni de juger selon leur pâle reflet sur votre propre peau les colorations infiniment variables, complexes et subtiles de l'univers. Non, il fallait enfin sortir de cette volière mesquine, jeter la camisole de force de l'individuel, partir du général pour juger le particulier, du collectif pour examiner le personnel. Mais qu'était ce collectif, cette grande communauté? C'était le peuple, la nation à qui il appartenait par sa langue, par son sang. Face au pays, à sa loi, à sa misère, à son destin, la vie privée se réduisait à un chétif et piteux ruisselet. Que signifiait sa souffrance à lui, Hans, devant le calvaire que gravissait ce peuple depuis mille ans, qu'importait la perte de son enfance devant les sacrifices démesurés que son peuple avait déjà consentis pour son rêve du Royaume futur, ce rêve tout ensemble heureux et maléfique qui venait de renaître dans les tranchées, neuf, dominant tout de son ombre immense, attirant de nouveau, et justement aujourd'hui, la jeunesse dans son cercle magique? Hans avait passé des nuits entières assis avec l'officier devant des cartes. Du chaos des Etats européens ils avaient ressorti avec leurs ciseaux de chirurgiens le corps vivant du peuple allemand. 90 millions de cœurs battaient dans ce corps immense, il gisait épars entre les Etats, enchaîné, entravé, vidé de son sang par les rêves morbides des Hohenstaufen, rongé jusqu'à la moelle par la peste de la guerre de trente ans. Les paroles de l'officier étaient simples et concises. Il racontait comment, avant la guerre déjà, la nostalgie du Royaume sacré de l'avenir avait commencé de brûler dans le mouvement jeune-allemand, comment cette nostalgie s'était durcie dans le cercueil ouvert des tranchées de Flandre, comment enfin, après la défaite, après la trahison après l'asservissement, après la honte, elle avait jailli en une flamme énorme devant quoi disparaissait tout désir privé, toute volonté personnelle. Le Royaume était la communauté de tous les Allemands, le grand sanctuaire qui s'étendrait depuis le contrefort sud des Alpes jusqu'à la mer septentrionale; le Royaume, c'était plus qu'un Etat, plus qu'une puissance politique : la réalisation d'un rêve millénaire. Et ce rêve de la splendeur finale brillait aussi dans les yeux de l'officier. Il durcissait la pâleur de son visage et frappait le jeune garçon avec la force d'un message suprapersonnel.

Ils restaient penchés sur les livres parfois jusqu'à l'aube. Il lut avec l'officier les sermons de maître Eckhart, il lut Fichte, Lagarde, Möller van den Bruck et les discours du Führer. Il commença de brûler dans la certitude qu'il était réservé à sa génération de bâtir le Royaume de demain, de déblayer les décombres et les absurdités de l'histoire, de délivrer l'Allemagne écrasée sous le fardeau fatal de la domination étrangère. La foi du jeune garçon était sincère. Elle sauvait son âme des ténèbres. Elle lui permettait de se réfugier dans ce mythe qui traverse l'Allemagne depuis mille ans, mélodie tendre et juvénile, toujours rythmée par la mort, depuis la quête du Graal jusqu'à la mort de Langemarck.

L'officier entretenait ce rêve par son amour. Ce furent des jours enchantés. Ils allèrent ensemble visiter les villages, organiser les sections de jeunesse. Avec Jürgen Winkler, ils mirent sur pied le plan d'opérations pour l'hiver. La lutte devait enfin être portée dans la ville. La campagne était totalement gagnée. L'officier, sec et objectif au travail, se laissait aller pourtant, dans les heures où il était seul avec Hans, à l'exaltation. Dans le bleu perdu du soir ils allaient souvent jusqu'à la pépinière de mélèzes, d'où le regard embrassait le pays, très loin, jusqu'au voile brumeux de la plaine. Leurs paroles trahissaient, quand ils parlaient de l'Allemagne, une foi secrète et chaste. Quand ils parlaient du royaume prochain, royaume de l'honneur, de la bonté et de la dignité. Quand ils parlaient de ces mille ans maléfiques, qui devaient être déblayés, rayés, oubliés. Et tandis que l'extase mouillait encore leurs yeux, une terrible haine déchirait leur voix quand ils pensaient à leurs adversaires. Ce n'étaient pas des adversaires, c'étaient des reptiles. Le combat de Siegfried avec les démons de l'or, c'était aujourd'hui la lutte contre le libéralisme. Le combat de Siegfried avec le dragon : le dragon était, aujourd'hui, la France. Le combat de Siegfried avec les gnomes, c'était aujourd'hui la lutte contre le marxisme, royaume des ténèbres de l'enfer, royaume des infirmes, des mal-nés et mal-grandis, des âmes envieuses.

Ces soirs comblés de bonté rêveuse et de haine réelle avaient toujours plus profondément délivré Hans de ses doutes. C'était une illumination, une révélation, croyait-il, un rayon de Pâques joyeuses qui le traversait. L'Allemagne était tout, il n'était rien sans elle.

L'officier cependant, ébranlé par cette résurrection de la foi, n'oubliait pas la réalité. Infatigablement, il ramenait Hans vers elle, le forçait à cette idée que seul un travail de détail, une discipline de fer, une soumission aveugle à la volonté du Führer permettraient de réussir l'immense mission. Et il ne lui cachait pas que les paysans pensaient plus à la suppression des impôts qu'au Royaume millénaire, qu'une large couche de petite bourgeoisie avide de vengeance infestait le mouvement, et que derrière la lutte pour l'honneur et la dignité se cachait bien souvent l'avidité des entrepreneurs qui rêvaient d'annuler les contrats fixant leurs tarifs. On n'était pas fou. Et on n'avait plus dix-huit ans. On savait aussi que la génération de 1880 à 1902 devait être sacrifiée. Elle devait s'épuiser dans la lutte. Ses instincts n'étaient pas à la hauteur du royaume nouveau. Elle serait tout juste utile jusqu'à la conquête du pouvoir. Et il fallait gagner le pouvoir, par tous les moyens, par une lutte sans restrictions, par la fausseté, par la trahison, par n'importe quel poison qu'on aurait sous la main. Car sans le pouvoir le Royaume resterait une vaine chimère, un rêve fade qui ne tenait pas devant la vie. Mais si on avait le pouvoir, c'était un rêve que personne ne pourrait plus empêcher de devenir réalité. Et il devait devenir réalité. Cette jeunesse devait l'arracher du ciel pour en combler la terre lasse de combats. Et tandis que les vieux laveraient leurs blessures, la jeunesse entrerait en chantant dans le Nouveau Royaume. Jeunesse libre du poison paulinien, splendidement terrestre, un « oui » invincible sur les lèvres, joyeuse dans sa force, cruelle aux faibles, non souillée par la poussière d'une morale de misère, non contaminée par les ulcères du Juif de la croix. L'Hellade en Allemagne!

C'est ainsi qu'il voyait Hans, ainsi qu'il les voyait tous, ces milliers de garçons. Un orage de printemps sur le monde délabré!

(à suivre)



CHINATOWN Roman Polanski

Un détective s'embarque dans une banale histoire d'adultère. Mais il s'aperçoit qu'on a utilisé ses services à d'autres fins et, piqué au jeu, il va mener l'enquête. On découvrira bien les combines entre milliardaires et hauts fonctionnaires dans Los Angeles en plein développement. Mais l'originalité du film n'est pas dans la peinture de cette mafia. Polanski a voulu avant tout créer une at-

mosphère de mystère, de fantastique horrible.

Sans doute Chinatown plairat-il à tous ceux qui apprécient le style complexe de Polanski, car c'est avant tout un exercice de style sur un thème policier. Mais il décevra tous ceux qui cherchent dans un film policier le rythme, le suspense, l'originalité dans le déroulement de l'action.

Henriette MAUTHEY.

DIS-MOI QUE TU M'AIMES

Trois couples, qui donnaient jusque-là l'apparence de ménages susciter la jalousie de monsieur leur mari, les hommes, eux, sont

parfaitement unis, en viennent subitement à se quereller, puis à se séparer. Chacun des personnages du film est défini par son comportement vis-à-vis du sexe opposé, ce qui donne au réalisateur l'occasion de jeter en pâture au public quelques exemples de l'éternel féminin, auxquels s'empressent de répondre quelques échan-

Dans ce déplolement de conformisme, il faut rendre justice à Michel Boisrond : Monsieur et Madame sont mis sur un pied d'égalité. Si les femmes sont coquettes, frivoles et ne cherchent qu'à

tillons de l'éternel masculin.

leur mari, les hommes, eux, sont vaniteux, menteurs, quelque peu goujats et, s'ils ne parviennent finalement pas à tromper leur digne épouse, on ne sait trop si c'est à cause de leur maladresse ou si c'est pour conserver au film une certaine moralité.

Heureusement que, pour relever ce mets plutôt épais, Michel Boisrond a su réaliser quelques scènes drôles et prestement menées, avec des acteurs qui ont suffisamment de talent pour donner de la personnalité à une intrigue aussi conventionnelle.

Hélène DURY.









LE RETOUR DU GRAND BLOND

Yves Robert

Autant Le grand blond avec une chaussure noire avait pu séduire par son rythme, ses trouvailles, autant la suite qu'a voulu lui don-ner son réalisateur est décevante. Prenant sans doute prétexte que son héros, faux espion devenu le jouet des services secrets fran-çais, était le type même du per-sonnage farfelu, doux rêveur aux réactions imprévisibles, Yves Robert s'est cru dispensé de construire la moindre intrigue. Cela se traduit par un film sans queue ni tête. L'utilisation des procédés du cinéma burlesque devient ici un alibi pour l'indigence. Les gags sont rares et peu renouvelés. Dans ce film-poursuite, on tire beaucoup (à blanc) sur le héros, qui naturellement survit à ses aventures. C'est cela le plus inquiétant. Car on peut craindre une nouvelle suite à cette suite. Et, avec les mêmes ingrédients c'est-à-dire les mêmes têtes d'affiche, ne va-t-on pas nous servir dans les mois qui viennent Le grand blond contre Maciste ou Le grand blond et les trois mousquetaires?

J.-P. V.

SÉLECTION TÉLÉVISION DE LA SEMAINE

A partir du 6 janvier, les première, seconde et troisième chaînes ont été remplacées par TF1 (Télévésion Française 1), Antenne 2 et FR3 (France Région 3).

Les téléspectateurs verront bien à l'usage si la montagne n'accouche pas d'autre chose que d'une souris.

En attendant, on constate que Les Shadocks semblent bien avoir disparu de la TV, mais les programmes actuels étant incomplets, fluctuants, incertains, ils ont peut-être encore une chance...

Ajoutons que les grèves en cours risquent fort de continuer à modifier les programmes.

Mardi 7 janvier

FR3 (21 h 35):

L'émission Mise au point présente une étude sur Les travailleurs immigrés dans le Sud de la France, à Aixen-Provence particulièrement, où le pourcentage de travailleurs immigrés est le plus élevé de France. Dans cette première émission (il y en aura trois en tout sur ce sujet), des travailleurs maghrébins et français auront la parole, ainsi que des médecins, des juges, etc.

Il s'agit de combattre les préjugés racistes qui ont la peau dure...

Mercredi 8 janvier

FR3 (20 h 35) :

Topaze, d'après la pièce de Marcel Pagnol, dans l'interprétation qu'en a faite Fernandel. La critique de certains milieux d'affaires de la IIIº République, la corruption des notables, font sourire aujourd'hui : depuis, on fait bien mieux et en beaucoup plus grand.

Mais Topaze mérite tout de même

d'être vu ou revu.

Vendredi 10 janvier

TF1 (20 h 35) :

Khartoum, avec Charlton Heston et Laurence Olivier, retrace les combats de l'armée coloniale britannique contre le chef du Soudan en 1883, le Mahdi. Le film sera suivi d'un débat sur le colonialisme.

Dimanche 12 janvier

TF1 (20 h 30):

Z, le célèbre film de Costa Gavras, avec Yves Montand, qui retrace l'assassinat du député de gauche Lambrakis par des hommes de main d'extrême-droite. C'était dans la Grèce d'avant les colonels, peu de temps avant le coup d'Etat militaire.

A ne pas manquer, si vous ne l'avez pas déjà vu.

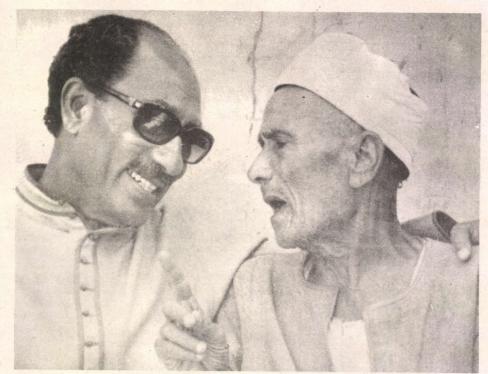
La classe ouvrière égyptienne en révolte

ES manifestations du 1er janvier au Caire, la crise qui semble près d'éclater dans les relations entre l'Egypte et l'URSS illustrent les difficultés auxquelles doit se mesurer aujourd'hui, un an après le relatif succès qu'a été pour lui la guerre d'octobre 1973, le régime de Anouar El Sadate. Alors que Nasser, durant toute la durée de son gouvernement, n'a connu que des revers militaires, Anouar El Sadate pensait sans doute que la guerre d'octobre 1973, qui s'est soidée pour l'Egypte par la récupération de la rive orientale du Canal de Suez, allait lui conférer pour des années l'auréole de vengeur de la dignité nationale et assurer sur son nom l'unanimité

Mais Sadate n'est pas Nasser. D'abord, sans doute, parce qu'il n'a pas les qualités d'illusioniste politique qu'avait celuici. Nasser a su, à plusieurs reprises, transformer ses défaites en victoires politiques. Même la défaite de juin 1967 ne s'est pas soldée pour lui par une perte de confiance de la population, mais au contraire par une confiance renouvelée, illustrée par les manifestations du peuple du Caire l'adjurant de reprendre sa démission. Et si Nasser pouvait mener une telle politique, pouvait parfois hardiment bluffer et gagner, c'est qu'il disposait d'un capital de prestige considérable. C'est que, aux yeux de la population égyptienne, il restait, malgré ses échecs, l'homme qui pour la première fois avait su proclamer la dignité nationale de l'Egypte, tenir tête à l'impérialisme.

Sadate, parce qu'il n'est pas Nasser, n'a pas ce capital-là. Mais les factures des échecs du régime sont quand même à payer. Nasser, à la fin de sa vie, avait déjà dû le faire. Mais c'est dans de bien plus mauvaises conditions que, aujour-d'hui, Sadate doit assumer l'héritage. Et le succès qu'a été pour lui la guerre d'octobre 1973 n'aura pas fait oublier longtemps au peuple égyptien que la facture est lourde.

Pendant des années, c'est au nom du nationalisme, de l'unité nationale, des nécessités de la lutte contre l'impérialisme en général et contre Israël en particulier que Nasser a fait accepter sa misère au peuple égyptien. Si quelque chose n'allait pas en Egypte, c'était la faute d'Israël; il faisait oublier ainsi à l'ouvrier des villes, au fellah des campagnes, leurs revendications les plus pressantes : une vie



Pour Sadate, tous les hommes sont frères, mais le nationalisme dissimule de plus en plus mal la dureté de l'exploitation. (Ph. UPI)

moins misérable, une véritable réforme agraire. Et, à chaque montée du mécontentement social, Nasser répondait par un recours nouveau à la démagogie nationaliste, destiné à faire comprendre au peuple égyptien que son seul ennemi était Israël et qu'il n'était pas question de s'en prendre à d'autres, et surtout pas à d'autres ennemis qui, eux, sont bien égyptiens: les membres de la bourgeoisie et de nouveaux riches - sans parler dans anciens! - dont le régime favorisait le développement. Ceux-là parlaient eux aussi de lutte contre Israël, de sacrifices pour la nation arabe, tout comme le peuple. Mais eux profitaient de la situation, alors que le peuple souffrait non seulement des conséquences de l'oppression impérialiste aidée par Israël, mais des conséquences de son exploitation par des possédants, des profiteurs bien égyptiens. Et pourtant, au nom de la lutte nationale, on lui demandait de considérer que tous les Egyptiens étaient frères!

Cette politique, dans les dernières années de Nasser, ne faisait déjà plus tant recette. Mais la venue au pouvoir de Sadate ne pouvait qu'accélérer cette évolution. Car c'est ouvertement que Sadate affirmait une orientation plus nettement pro-américaine, promettait d'indemniser un certain nombre de possédants lésés sous Nasser, éliminait un certain nombre de rivaux politiques suspects de désaccords avec cette orientation, tels Ali Sabri et Chaaraoui Gomaa, arrêtés en mai 1971. C'est ouvertement qu'il proclamait sa valonté d'en finir avec le conflit israélo-arabe par la recherche d'un rapprochement avec les Etats-Unis. Même la guerre du Kippour rentrait dans le cadre de cette politique.

Sans doute tout cela n'était-il que la continuation d'une orientation largement amorcée par Nasser. Une orientation liée à l'étroitesse de la marge de manœuvre du nationalisme égyptien. Le jeu de bascule entre les deux blocs que jouait Nasser avait largement montré ses limites : celles que l'impérialisme opposait, par exemple en recourant, en cas de besoin, à une attaque israélienne contre l'Egypte, mettant celle-ci dans une position intenable. Mais Sadate ne pouvait maintenir

sur sa politique véritable les mêmes illusions que Nasser.

Encore pouvait-il faire espérer à la population que sa politique se traduirait par une détente, une amélioration des conditions de vie pour tous. De ce point de vue, si les défaites de Nasser permettaient de justifier les privations pour le peuple, le succès d'octobre 1973 ne pouvait logiquement que faire espérer un mieux-être. Mais, loin de s'améliorer, la situation du peuple égyptien n'a fait, depuis, qu'empirer gravement. Et, de ce point de vue, son succès d'octobre 1973 s'est, un an après, retourné en partie contre Sadate.

Alors, plus encore que Nasser, Sadate n'a d'autre solution pour gouverner que le renforcement de la répression contre les ouvriers, tout comme il y a deux ans contre les étudiants, que le recours à la police secrète et la négation des libertés politiques face à tous les opposants. Et cela ne peut que déchirer encore un peu plus le voile que l'unité nationale imposée par les dirigeants égyptiens mettait sur les contradictions de la société égyptienne elle-même. Cela ne peut qu'amener encore un peu plus la classe ouvrière et la paysannerie à prendre conscience que leurs intérêts ne sont nullement les mêmes que ceux des classes possédantes, comme les manifestants du 1er janvier l'ont

Il est vrai que Sadate, maigré les difficultés de la situation, possède un atout important : l'absence de toute opposition politique organisée, en particulier à gauche. Une absence qui est elle-même le fruit, autant que de la répression menée par les régimes de Nasser et de Sadate contre la gauche et en particulier le PC, des capitulations politiques de ces derniers devant le nassérisme. Car, alors même que Nasser jetait les membres du PC en prison, celui-ci faisait allégeance à Nasser, privant la classe ouvrière de toute alternative politique, annihilant pour des années les possibilités de développement autonome d'un mouvement ouvrier qui était pourtant, dans les années de l'immédiat après-guerre, un des plus développés du Moyen-Orient. Et c'est ce vide politique qui pèse aujourd'hui le plus lourdement sur la classe ouvrière égyptienne et réduit les perspectives politiques de ses révoltes.

André FRYS.

Le régime de Sadate : un nassérisme usé jusqu'à la corde

EST par son arme traditionnelle dans ces circonstances, la répression, que le régime égyptien a répondu, mercredi 1er janvier, aux ouvriers qui manifestalent dans les rues du Caire. Les charges des brigades « anti-émeutes » se sont succédé toute la matinée et ont été suivies de quarantehuit arrestations. Le gouvernement de Anouar El Sadate a adressé aux ouvriers du faubourg industriel de Helouan, qui étaient à l'origine de la manifestation, une mise en garde rejetant la responsabilité des incidents sur des « meneurs irresponsables, décidés à entraver les progrès de l'action nationale » et des « éléments troubles, animés par une idéologie étrangère » et ajoutant que tout nouvel acte de violence serait réprimé avec la plus grande viqueur.

Mais, pour l'heure, la violence est plutôt du côté des brigades anti-émeutes de Anouar El Sadate que du côté des travailleurs d'Helouan. Et il n'est pas besoin d'aller inventer des « meneurs » ou des « éléments troubles » pour expliquer les manifestations du 1° janvier qui, si elles n'ont mis en mouvement qu'un nombre limité d'ouvriers, ont incontestablement bénéficié de la sympathie de la population. Car toute la population égyptienne, constituée en majorité de travailleurs des villes et de paysans pauvres, a de bonnes raisons de se plaindre, et cela depuis des années.

Ce sont les travailleurs, ouvriers et paysans pauvres, qui supportent tout le poids du sous-développement de l'Egypte, encore aggravé par les conséquences du conflit du Moyen-Orient. Les guerres successives de même que les efforts pour tenter d'assurer à tout prix le développement économique se sont soldés par un profond endettement de l'Egypte. Et cela, alors même que ses revenus se tarissaient : depuis 1967, le canal de Suez, fermé, ne rapporte plus aucune devise. Et le pays ne possède guère d'autres ressources.

A la différence des pays voisins, l'Egypte n'a pas d'abondantes ressources pétrolières, ni une population relativement faible. C'est au contraire, avec 34 millions d'habitants, l'Etat le plus peuplé de la région, pour des ressources en matières premières relativement faibles.

Dans ces conditions, l'Egypte, comme tous les pays sous-développés sans grandes ressources pétrolières, ne pouvait que ressentir gravement le contexte de la crise mondiale. Celle-ci ne se traduit pas, comme pour les pays pétroliers, par un afflux relatif de « pétro-dollars ». L'Egypte doit au contraire, elle aussi, payer plus cher son énergie et, dans l'état de faiblesse de l'économie du pays, les conséquences en sont bien plus catastrophiques encore en Egypte que, par exemple, dans un des Etats européens.

Mais, surtout, c'est sur les travailleurs que retombe cette situation. Depuis la guerre d'octobre 1973, les prix ont augmenté de 50 %, sans que les salaires subissent d'augmentation. Et cela au moment même où les mesures de libéralisation économique prises par Anouar El Sadate (levée des séquestres effectués sous Nasser, indemnisation des biens nationalisés) se traduisaient par le développement, encore plus choquant que dans la période précédente, d'une couche de bourgeois et de privilégiés de tous ordres, roulant en voitures de luxe, disposant de magasins spéciaux d'approvisionnement en produits de luxe alors même que la majorité de la population est dépourvue du nécessaire.

Bien sûr, cette situation sociale tendue constitue depuis des années le fond même de la situation égyptienne. L'histoire du pays est jalonnée par ces manifesta-

tions périodiques de la colère ouvrière, à chaque fois violemment réprimées. Mais le mécontentement prend, depuis quelques mois, des dimensions à la mesure de l'aggravation de la situation économique. Et surtout, le gouvernement de Anouar El Sadate est de plus en plus impuissant à faire oublier aux masses égyptiennes leur mécontentement par le recours à la démagogie de l'unité nationale La guerre d'octobre 1973 a certes permis un regain de nationalisme, restauré 🛰 sentiment de dignité nationale et masqué pour un temps les tensions sociales au s'accumulaient. Mais celles-ci sont apparues aujourd'hui de plus belle et se sant manifestées au grand jour. Comment fairs croire au peuple égyptien que les sacrifices qu'il supporte sont nécessaires au salut du pays alors même que, aux yeux de tous, éclatent l'opulence et la richesse à côté de la misère la plus terrible, alors qu'il est évident que la misère du peuple égyptien sert en grande partie à enrichir une classe de bourgeois, d'affairistes, de profiteurs de marché noir et de cadres de l'Etat corrompus et vénaux?

L'unité nationale se déchire en Egypte. La lutte de classe reprend ses droits.